

Patrimoine en Val de France

N° 10
Septembre 2012



Migrations

Val de France

An aerial photograph of the Val de France region in France. A yellow line outlines a specific area within the region. The area is densely populated and features a mix of urban buildings, green spaces, and agricultural fields. The labels 'Villiers-le-Bel', 'Arnouville', 'Sarcelles', and 'Garges-lès-Gonesse' are placed over their respective locations within the outlined area. The surrounding region shows a more extensive urban and agricultural landscape.

Villiers-le-Bel

Arnouville

Sarcelles

**Garges-
lès-Gonesse**

Préface

Après un premier numéro à caractère institutionnel, « Des acteurs, des lieux, des projets », publié en 2003, la revue *Patrimoine en Val de France* est devenue une revue annuelle qui participe à une meilleure connaissance du territoire de la communauté d'agglomération Val de France.

Depuis 10 ans, dans chaque numéro, l'histoire récente et le patrimoine des villes membres sont visités en empruntant un itinéraire thématique différent. Les intitulés des publications déjà diffusées : « Nature et ville », « Mobilités », « Habitat », « Loisirs », « Femmes », « Solidarités », « Musiques », « Travail » attestent de la variété des regards ainsi portés sur Sarcelles, Villiers-le-Bel, Arnouville et Garges-lès-Gonesse.

A ce jour, l'ensemble du travail réalisé est fort d'un grand nombre d'articles rédigés par des chercheurs amateurs et professionnels, de fiches pédagogiques, de notes bibliographiques mais aussi de brèves – « Les Chantiers du Patrimoine » – concernant les initiatives d'acteurs locaux ; une abondante moisson d'informations illustrées par une riche iconographie évoquant la vie d'hier et d'aujourd'hui dans Val de France.

Chaque année, ce sont 3000 exemplaires qui sont diffusés auprès des établissements scolaires, des bibliothèques, des centres d'archives et de recherche, des particuliers et des institutions.

C'est donc avec une certaine fierté que nous vous offrons ce 10^{ème} *Patrimoine en Val de France* qui aborde la question des migrations. Un sujet majeur, tant l'arrivée de migrants est une donnée importante et incontournable de l'histoire du peuplement de nos villes.

Bonne lecture de cette publication spéciale « 10^{ème} anniversaire » en souhaitant qu'elle vous permette de mieux cerner les enjeux du « Vivre Ensemble » sur notre territoire.

Didier Vaillant

Président de la communauté d'agglomération
Val de France

Maurice Bonnard

Vice-Président de Val de France
chargé de la Culture et du Patrimoine

S O M M A I R E

- 1 Préface**
Didier Vaillant
Maurice Bonnard
- 3 Editorial**
Catherine Roth
- 4 Venus du Nord, de Bretagne ou d'ailleurs**
Marie-Madeleine Canet
- 8 Deux siècles d'immigration de travail**
Pierre-Jacques Derainne
- 16 Réfugiés d'ailleurs, habitants d'ici**
Béatrice Cabedoce
- 20 Cités neuves pour rescapés de l'Histoire**
Catherine Roth
- 24 D'une île à l'autre, trajectoires antillaises**
Dominique Renaux
- 27 Préjugés d'hier**
Catherine Roth
- 30 Lieux de culte et migrations**
Hervé Vieillard-Baron
- 34 Saveurs du monde entier**
Collégiennes de Garges
- 37 L'intégration au quotidien**
Pierre Oberto
- 40 Migrants solidaires**
Fiche pédagogique
La Case
- 42 Migrants à l'honneur**
Fiche pédagogique
Sarcelles et son Histoire
- 44 Voyages d'exil**
Fiche pédagogique
Service Intergénération de Sarcelles
- 46 L'immigration en chiffres**
Fiche pédagogique
- 48 Foyer d'immigrés en grève**
Fiche pédagogique
Archives Municipales de Garges
- 50 Mourir pour son pays d'accueil**
Fiche pédagogique
Arnouville et son Passé
- 52 Autres regards**
- 54 Pour en savoir plus**
- 55 CHANTIERS DU PATRIMOINE**
- 56 La pierre à pain, une découverte de taille**
- 57 A la rencontre des personnalités locales**
- 58 Patrimoine interactif**
- 59 Conter l'histoire de la ville**
- 60 Les goûts voyageurs ou le goût des autres**
- 61 Sur les traces de la mémoire du travail**
- 62 En bref**
- 64 L'invité : Trajectoires**



En couverture : Immigré portugais à la gare d'Hendaye, 1970.

Directeur de la publication : Didier Vaillant. **Rédactrice en chef :** Catherine Roth. **Conseil scientifique :** Pierre-Jacques Derainne / Trajectoires. **Rédaction :** Béatrice Cabedoce, Marie-Madeleine Canet, Pierre-Jacques Derainne, Sophie Jobez, Pierre Oberto, Dominique Renaux, Catherine Roth, Hervé Vieillard-Baron, Collégiennes de Garges, La Case, Sarcelles et son Histoire, Service Intergénération de Sarcelles, Archives Municipales de Garges, Arnouville et son Passé.

Maquette, mise en pages, photogravure, prépresse : Conseil Graphique-Editions du Valhermeil, CG0331.

Impression : Corlet S.A. **Routage :** GIS.

Crédit photographique et illustrations :

© Jacques Pavlovsky/RAPHO : couv. © Bruno Boudjetal/ Agence VU' : p.15 ht, p.22, p.45. © Janine Niepce / Roger-Viollet : p.19 ht. © Mélanie Frey/Réservoir Photo: p.33a. ©Ariel Arias : p.2e, p.38a, p.38c, p.38d, p.55b, p.56e. ©Cécile Petitot : p.40, p.41, p.42, p.43. ©Gerald Bloncourt/Rue des Archives : p.44. DR IHS-CGT : p.10, p.24. IGN : 2ème couv. CPP 13 Rognes : p.55c, p.59a, p.59b. Archives de Saint-Denis : p.2a, p.4. Jacques Windenberger / Ville de Sarcelles : p.2b, p.2c, p.7 ht, p.12, p.13, p.14, p.15 bas, p.18, p.25 ht, p.32a. Archives municipales de Garges : p.11 ht, p.48b, p.49, p.59c, p.59d, p.59e. Archive Adoma : p.11 bas. Coll. ARPE/Conseil Général 95 : p.16 bas. Coll. part. Arnouville et son passé : p.31 ht, p.58. Coll. part Sarcelles et son histoire : p.8 ht, p.55a, p.57a, p.57c, p.61c. Ensemble pour le Développement Humain : p.37b. Génériques : p.48a. Comité Franz Stock/ECPAD : p.50. Le Grelot / BNF : p.27. Le Canard Enchaîné : p.29b. Val de France : p.32b, p.61a, p.63a. Maison des Arts de Garges : p.52, p.53. Trajectoires : p.55g, p.64. Ville de Villiers-le-Bel : p.37a, p.38b, p.39. Marc Valantin : p.55d. Martial Beauville : p.21a. Martial Beauville / Club des Belles Images : p.2d., p.19 bas, p.30. Coll. part. Collectif Fusion : p.60. Conseil général 95 : p.62b. Double Face : p.62a. Photosoc : p.63b. J.P.G.F. : p.56a, p.56d. Francis Galan : p.57d. Entreprise Bonnevie : p.61d. Collégiennes de Garges : p.34, p.35, p.36. Coll. part. Maurice Bonnard : p.5 bas, p.6, p.8 bas, p.9b, p.28, p.29a, p.51. Coll.part. Christine Géliot : p.57b. Viviane Revah : p.3. Edmond Ginestet : p.5 ht. Nadège Lembakaoli : p.7 bas. Denis Watel : p.9a. Léon Edart : p.17 bas. DR : p.20. Lagnado Douek : p.21b. Robert Delpit : p.21c, p.25 bas. M. Braka : p.23a. Famille Mohamed : p.23b. Serge Cumin : p.26. Claudia Garderet : p.33b. Famille Cattan : p.31 bas. Famille Lemoine : p.55e. Olivier Monteil : p.55f. Sophie Jobez : p.56b, p.56c. Coll. part. Jeannine Duclos : p.61b. Tous droits réservés.

Editorial

Le moment était d'importance. Après un éprouvant voyage et une succession d'hébergements provisoires, cette famille expulsée d'Egypte avait enfin trouvé un territoire d'attache. Cela valait bien une photographie à côté de la borne indicatrice. Les visages en disent long sur la fierté d'avoir triomphé du destin et sur l'espoir placé dans ce nouveau lieu de vie.



Les communes de Val de France accueillent de longue date des habitants venus d'ailleurs. Ce furent d'abord des Picards ou des Limousins, poussés par la pauvreté ou par l'ambition vers la région parisienne, bientôt rejoints par les premiers travailleurs immigrés, originaires de Belgique ou d'Italie, eux aussi à la recherche d'un avenir meilleur. Au 20^e siècle, les migrants arrivent de contrées plus éloignées et les parcours se diversifient : réfugiés fuyant les exactions et les conflits, rapatriés s'exilant à la suite des décolonisations, Français d'Outremer suivant la route du travail tracée par l'Etat... Aujourd'hui, avec près de 130 nationalités, le territoire de Val de France est un symbole de la diversité du 21^e siècle.

Les chemins de l'intégration ont toujours été semés d'embûches. Les migrants ont souvent dû accepter les travaux les plus humbles ou les plus durs, se contenter d'un logis inconfortable, affronter la xénophobie ou le racisme. Ce territoire a su leur faire une place et nombre d'entre eux l'ont adopté. Ils y ont recréé des bribes du là-bas, commerces, lieux de culte ou associations, mais ont aussi contribué aux activités économiques, sociales ou culturelles de l'ici. Dans ce laboratoire de la diversité, depuis près de deux siècles, s'inventent des manières de conjuguer migrations et enracinements.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Venus du Nord, de Bretagne ou d'ailleurs

Ils partent pour chercher un avenir meilleur, d'abord à quelques-uns et pour la « saison », puis s'enracinent et font venir parents et amis. Ce ne sont pas des étrangers, mais comme eux, ils connaissent des difficultés qu'ils résolvent grâce à la solidarité entre « pays ». D'ailleurs on les appelle des « immigrés » au 19^e siècle.



Bretons arrivés à la gare de Saint-Denis pour travailler dans une verrerie et encadrés par les forces de l'ordre, 1906.

Avez-vous entendu parler de ces deux Finis-tériens, fabricants de crêpes bretonnes à Garges ? Le recensement de 1931 les situe rue de la Pinsonne, à la Lutèce. Ces deux jeunes gens partageaient leur logement avec un menuisier alsacien, un électricien du Pas-de-Calais et son épouse normande. Quelles circonstances pouvaient les avoir conduits là et quel but poursuivaient-ils pour accepter les contraintes d'une telle cohabitation ? Venus des quatre coins de France, les natifs de province représentent à cette époque un tiers de la population de Val de France, contre seulement 19% en 1872.

Des migrations saisonnières à l'enracinement

Pourquoi les Picards sont-ils si nombreux au 19^e siècle ? Presqu'un « immigré » de province

sur deux l'est en 1872. La liaison ferroviaire de cette région à Paris dès 1848 ne peut seule expliquer cet afflux de gens de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme ; d'ailleurs on continue pendant longtemps à traverser à pied ces plateaux et plaines vers Paris. C'est le déclin des activités artisanales à domicile, dû à la révolution industrielle, qui a mis fin à la prospérité des villages picards vivant grâce à la double activité, l'été aux champs et l'hiver à l'atelier. Les familles étant nombreuses, la petite ferme ne pouvait nourrir toutes les bouches. Le chemin de la Plaine de France est alors pris de façon saisonnière mais aussi pour s'y établir comme artisan ou journalier.

Depuis longtemps, les Limousins avaient acquis la réputation d'excellents travailleurs de la pierre. C'était de tradition, pour les

hommes des villages de Creuse ou de Corrèze, de venir dès l'adolescence passer six mois sur les chantiers parisiens, d'y vivre dans des conditions de travail et de logement très dures pour rapporter, en novembre, le maximum d'argent à la petite ferme familiale. Peu présents au 19^e siècle, les Limousins sont nombreux à Arnouville pendant l'entre-deux-guerres, attirés par les nombreuses entreprises de maçonnerie de la commune. L'un d'entre eux, Broussetoux, se mit même à son compte en 1901, ne manquant pas de faire appel à ses congénères pour son affaire qui prend si bonne tournure qu'il fonde une société trente ans plus tard.

Onze Bretons sont recensés en Val de France en 1872, mais plus de 500 en 1931. Rassemblés par des « chefs d'équipe » rencontrés souvent au café du village, ils sont allés « faire la saison » toujours un peu plus loin, jusqu'au Pays de France. Attachés à la terre qu'ils cultivent, unis par la langue et la culture traditionnelles, ancrés autour de leur clocher, ils ne veulent pas migrer définitivement. Mais lorsqu'ils arrivent ici, ils découvrent un ailleurs qui offre mieux que la pauvreté au village, et côtoient des congénères qui leur révèlent des opportunités de travail, comme domestique ou commis agricole, et de plus en plus, comme ouvrier du côté des usines de Saint-Denis, où les salaires sont meilleurs. Bien sûr les tâches ingrates et les plus dures y sont données à ceux-là qui maîtrisent mal le français : ils sont d'abord chauffeurs – vidant le coke des chaudières brûlantes des machines à vapeur –, puis ouvriers mécaniciens.



Le marchand de charbons Ginestet et sa famille, venus de l'Aveyron, Garges, 1931.

Le dépeuplement des campagnes

Les provinciaux viennent aussi des villes. C'est le cas de beaucoup de Lorrains et d'Alsaciens, fuyant les hostilités franco-allemandes et l'Occupation, après 1870, dont la population en Val de France est multipliée par quatre après la Grande Guerre, ou bien des agents de la Compagnie de Chemin de Fer du Nord et des jeunes fonctionnaires nommés en région parisienne. Mais c'est surtout l'exode rural qui est à l'origine des afflux. Dans les années 1920, l'augmentation subite des baux et des fermages empêche les petits fermiers de louer des terres et les ouvriers agricoles de trouver de l'embauche. Des familles complètes migrent plus ou moins directement vers la région parisienne, suivies par celles des artisans et commerçants dont les activités périclitent à leur tour.

Ceux qui partent, obligés de construire leur vie ailleurs qu'au pays, sont mus par une volonté farouche « d'y arriver » malgré les conditions de vie difficiles, les parcours imprévus, les accidents de la vie. Mais il y a aussi l'attrait de la ville rêvée. « Depuis quelque temps, l'esprit d'émigration s'est mis à souffler sur la paroisse et chaque année plusieurs jeunes gens garçons et filles quittent définitivement le pays pour entrer en service en Normandie ou à Paris », écrit un notable breton, « comment ces femmes revenues de Paris n'auraient-elles pas dans leurs conversations et leurs nouvelles allures attisé chez les jeunes l'attrait du gain, du bien-être, du plaisir et de la nouveauté ? ».

L'histoire des territoires d'origine se tricote avec celle des communes d'accueil comme avec les destins individuels, composant un tableau des provenances de ces « immigrés » de province changeant au fil du temps. Si les Picards sont toujours premiers, les natifs du Centre, de Bourgogne et du Nord-Pas-de-Calais échangent leur



Agents de la Compagnie de Chemin de Fer du Nord, souvent originaires de province, à la gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville, années 1920.

place en tête des groupes les plus nombreux ; la Bretagne vole la vedette à l'Alsace-Lorraine... La liste des départements d'origine s'allonge, 67 en 1872, 83 en 1906, 87 en 1931, le nombre de provinciaux augmente, 700, 1200, 6000...

Vivre là

Il fallait souvent partager son logis avec un ami, si possible originaire de la même province, prendre une chambre chez l'habitant, s'installer dans un des quinze cafés-hôtels du coin – comme l'hôtel-café-restaurant du Centre à Villiers-le-Bel – ou se contenter d'une chambrette dans la maison des patrons qui logent leur personnel... La création des lotissements au tournant du 20^e siècle offre de nouvelles solutions : d'abord l'achat du terrain, puis le cabanon monté de ses mains, enfin le pavillon, plus ou moins cossu.

On partait souvent seul en espérant rassembler de quoi se marier au pays, avant de repartir à deux construire avec patience ce rêve partagé. Dans les années 1930, les nouveaux venus peuvent observer la gentille réussite de gens de leur département ou de leur famille qui, après de rudes années, vivent dans un pavillon et se nourrissent de leur jardin, au bon air, bien plus confortablement que dans la ferme de leurs origines. Les rentiers – et souvent les rentières – ne manquent pas dans les lotissements : ce sont plus souvent qu'on ne le penserait des héritiers d'une petite ferme de province rachetée par un propriétaire-exploitant en Picardie ou en Normandie.

Solidaires et fidèles

Des femmes arrivent seules, sachant pouvoir compter sur une amie, une parente, une petite communauté, tout en profitant de leur liberté.



Hôtel-café-restaurant du Centre à Villiers-le-Bel, logeant des provinciaux, années 1930.

« Ma sœur aînée était mannequin, elle m'a écrit : viens donc à Paris, il y a de la distraction, et tout ! Si tôt dit, si tôt fait, j'ai fait ma valise ! », se souvient Odette, arrivée de Corrèze à l'âge de seize ans en 1928. Célibataires ou chargées de famille, elles travaillent dur : ainsi à Sarcelles en 1931 la moitié d'entre elles sont journalières. Beaucoup sont marchandes foraines et proposent sur les marchés les produits de leur province : lingerie pour les femmes du Nord-Pas-de-Calais ou charcuterie pour les Bretonnes. D'autres se placent comme bonnes dans les maisons bourgeoises ou les pensionnats.

Les épouses d'ouvriers et employés sont généralement « sans profession », mais main-



Maison d'une famille venue du Pas-de-Calais dans le lotissement Charmettes-extension, avant la construction en dur, 1926.

tiennent les liens familiaux en se chargeant d'un ascendant, venu pour ses vieux jours partager le domicile selon la coutume villageoise. En hébergeant un neveu, un beau-frère, une amie, elles perpétuent la solidarité due à ceux qui viennent du même coin de province pour leur faciliter une installation à proximité. A Sarcelles, rue du Chaussy, depuis 1906, on observe une véritable « colonie » de gens de Beaumetz (Somme) mêlés à ceux de Beaumetz-les-Cambrai (Pas-de-Calais). L'aisance des relations et la confiance spontanée entre les gens de même origine, le plaisir de se voir entre « pays » et de « se serrer les coudes » se retrouvent jusque chez le notaire de la commune, natif de Criel-sur-Mer : il emploie un clerc, une dactylo, un employé et un domestique, tous issus de ce même rivage !

A l'heure de la modernité

Le dépeuplement des campagnes françaises se poursuit après la guerre 39-45, fournissant toujours ses cohortes de provinciaux à la recherche d'un avenir meilleur. L'essor économique profite surtout à la région parisienne et le rêve de la ville est plus que jamais partagé avec l'engouement pour la modernité : « Mon rêve était d'aller à la ville car l'agriculture ne m'a jamais emballée. En ville, il y avait beaucoup plus de commerces, on pouvait faire beaucoup plus de choses. Il y avait le cinéma, la piscine. A la campagne, on n'avait pas tout cela ! ». Les solidarités qui permettent de faire venir parents et amis se perpétuent ; c'est ainsi que la mairie de Villiers-le-Bel s'est retrouvée avec une bonne part de natifs du Nord dans son personnel ou que les Aveyronnais se succèdent chez le marchand de combustibles Ginestet à Garges...

Les conditions de vie des natifs de province se sont améliorées. Les pavillons des lotissements anciens ont « l'eau courante » et sont équipés de l'électricité et du chauffage ; les abris précaires et les caravanes disparaissent peu à peu. De nombreux Parisiens d'origine



Famille de fonctionnaires venue de Haute-Marne, Sarcelles-Lochères, vers 1969.



Concert et danses de l'Union des Bretons de Sarcelles à Lochères, 1962. Le fanion de l'association est une adaptation du traditionnel drapeau breton au blason sarcellois.

provinciale, mal logés, se voient attribuer un appartement dans les nouveaux grands ensembles de Garges, Sarcelles ou Villiers-le-Bel. S'y s'installent aussi tous les fonctionnaires nommés à un poste parisien par les PTT, l'Armée, la Douane, les Ministères, la SNCF..., arrivant directement de province. Les connaissances et les cousins visités auparavant lors des dimanches à la campagne se transforment en voisins de trajets quotidiens, toujours disposés à « parler du pays ».

Vivifier ses racines

On écoute avec curiosité et nostalgie les « immigrés » de la première génération qui discutent et chantent encore dans la langue des grands-parents qu'on visite de loin en loin... Poussé par le désir de vivifier ses racines, porté par le renouveau d'intérêt pour les cultures régionales, on s'associe pour partager le plaisir des danses et musiques des origines. Des amicales bretonnes se créent à Sarcelles en 1961, à Garges en 1970 et à Villiers-le-Bel en 1978. Les gens du Nord s'associent à Villiers-le-Bel en 1974 et les Corses de Sarcelles et sa région se réunissent pour chanter leurs chants traditionnels depuis 1963. Même les gens du Centre s'y mettent dans les années 1980. Autant d'associations qui se sont éteintes avec le temps, mais ont fait place aux groupements créés par les immigrés venus de l'étranger...

Marie-Madeleine Canet



Deux siècles d'immigrations de travail

Vague après vague, le territoire de Val de France a accueilli nombre de migrants qui ont quitté leur pays pour améliorer leurs conditions de vie ou fuir la misère. Ces travailleurs immigrés contribuent depuis le 19^e siècle à l'économie régionale.

Les communes de Val de France font appel de longue date à une main-d'œuvre belge pour des travaux agricoles saisonniers. Au 19^e siècle, avec la dénatalité, l'attraction croissante de Paris et la naissance de petites industries, ces migrants sont encore plus nécessaires à l'économie locale. La création des voies de chemin de fer facilite les va-et-vient en début et fin de saison. Et puis un jour, on s'installe...

Premiers travailleurs immigrés

Les « Franschmans » de Flandre et « aoûteux » du Hainaut, comme on les surnomme dans leurs villages, arrivent souvent en groupe, poussés par une crise agricole, la fermeture d'un atelier ou la perspective de gains plus rémunérateurs. Leurs bras sont recherchés pour les rudes tâches : dans l'agriculture – pour la moisson, la fenaison, les binages, certaines récoltes –, dans les briqueteries, les carrières de gypse et les fabriques de plâtre, pour les grands chantiers, telle la construction du fort de Stains dans les années 1870. Pendant leur séjour de quelques

semaines ou mois, ces travailleurs s'accommodent d'un logis de fortune, bâtisses sommaires construites près des chantiers et des briqueteries, granges ou remises, voire dorment à la belle étoile.

Si les Flamands, qui pour beaucoup ne maîtrisent pas le français, vivent plutôt en repli, les Wallons semblent moins isolés : ils tissent diverses relations, y compris matrimoniales, avec la population locale, certains choisissant



Belges cherchant de l'embauche pour la moisson en France, gravure parue dans Le Petit Journal, 1908.

même au bout de quelque temps d'abandonner le retour au pays... Ils s'emploient alors comme tâcheron, journalier, charretier, voire s'établissent comme cultivateur, commerçant ou patron. Signe de ce progressif ancrage dans les communes de Val de France, les femmes deviennent aussi nombreuses que les hommes au tournant du 20^e siècle. Certaines travaillent comme domestiques, journalières, cantinières, briquetières ...

Aux côtés des Belges, le territoire accueille aussi des Luxembourgeois, quelques Italiens, Suisses, Allemands et Britanniques, aux métiers divers. L'ensemble – sans les saisonniers – représente une centaine de personnes en 1872, le double en 1896.

Prolétariat de l'entre-deux guerres

Après la saignée de la Première Guerre mondiale, l'immigration de travail augmente et prend un nouveau visage. Les déplacements saisonniers s'effacent au profit des migrations pour quelques années, le temps d'amasser un pécule, ou même d'installations définitives. Parmi les nouveaux venus figurent des Polonais, et surtout des Italiens, devenant deux fois plus nombreux que les Belges, auxquels s'ajoutent quelques Yougoslaves, Tchécoslovaques, Espagnols, Portugais. Ces hommes sont majoritairement ouvriers et viennent parfois en famille. Avec les Suisses et les Britanniques, toujours présents en

faible nombre, ils sont plus de 300 en 1921, près de 1400 en 1931.

Une partie d'entre eux trouvent à s'embaucher dans les exploitations agricoles, mais c'est surtout dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics qu'ils apportent leurs bras. Les salaires y sont supérieurs et la demande de main-d'œuvre y est plus forte, avec le développement des usines et la poursuite des grands chantiers. Dans les communes de Val de France, à Paris ou en Seine-Saint-Denis, ces migrants ne peinent pas à trouver un emploi, du moins jusqu'à la crise économique des années 1930, qui suscite de nombreux licenciements d'étrangers. On les retrouve généralement aux postes les plus durs.

Ce prolétariat immigré présente une certaine diversité professionnelle : souvent, les manœuvres sont polonais ou portugais, les cimentiers et les maçons italiens, les briquetiers polonais et italiens, les ajusteurs belges... A la force du poignet, certains se mettent à leur compte, notamment dans le bâtiment et le commerce. Les Belges semblent mieux établis que pendant la période précédente : beaucoup sont agriculteurs, laitiers-nourrisseurs, commerçants, artisans...

L'attrait des lotissements

Avant de s'installer dans les communes de Val de France, ces immigrés ont souvent séjourné ailleurs, à Paris ou en banlieue. Ils trouvent ici



Famille belge dans un lotissement d'Arnouville, vers 1911.



Entrepreneur italien de Villiers-le-Bel, années 1920.

des logements à bon marché, surtout dans les lotissements, ces nouveaux quartiers de pavillons et de bicoques nés à proximité des gares et le long des voies ferrées, où les plus modestes peuvent acheter un lopin de terre et bâtir un abri de fortune. C'est là que les étrangers sont les plus nombreux, même s'ils vivent aussi dans les noyaux villageois. Certaines familles doivent partager leur domicile, souvent avec des compatriotes. Les célibataires se font pensionnaires dans une famille ou bien se contentent d'un hôtel, comme Le Soleil Levant à Arnouville, abritant une dizaine d'ouvriers portugais en 1931.

Contre l'isolement, les immigrés cherchent souvent à se regrouper par parentèle ou aire de provenance. Mais leur implantation n'obéit pas à une stricte logique communautaire. Ainsi à Sarcelles, la rue des Sources abrite des familles espagnoles, la rue Alicia et l'avenue de la Pinsonne attirent des Italiens ; mais sept nationalités cohabitent rue de Paris, quatre rue Théodore Bullier... Les derniers arrivés sur le territoire, tels les Polonais, Italiens ou Espagnols, s'installent plutôt dans les lotissements, alors que les Belges, Luxembourgeois et Suisses, implantés souvent de longue date, habitent plutôt les noyaux villageois.

Grandes vagues de l'après-guerre

Le marché du travail en région parisienne est en surchauffe à partir des années 1950, avec l'essor économique et la modernisation du pays : partout les bras manquent. Dans les usines et sur les chantiers, des immigrés de nouvelles provenances sont recrutés. Le flux de Polonais s'amenuise sur le territoire de Val de France, tandis que s'amplifient les courants amorcés avant la guerre, d'abord d'Italie et d'Espagne, puis du Portugal, dont les ressortissants deviennent à la fin des années 1970 l'une des premières communautés étrangères. Fuyant la misère autant que la dictature, ils arrivent le plus souvent clandestinement en France, trouvent rapidement du travail et obtiennent facilement leur titre de séjour. Les travailleurs algériens arrivent aussi en masse, grâce aux accords conclus entre la France et son ancienne colonie. La main-d'œuvre tunisienne et marocaine est un peu moins nombreuse.

Ces nouveaux immigrés sont pour beaucoup des ouvriers peu qualifiés, manœuvres ou OS. Ils sont employés sur les immenses chantiers des grands ensembles qui se déploient sur le territoire de Val de France à partir de 1954, y constituant l'essentiel du personnel de gros œuvre. Ils travaillent aussi



Travailleurs de l'usine Citroën d'Aulnay, 1983.



Bidonville de Garges, accueillant notamment des familles espagnoles et portugaises, années 1960.

dans une foule d'établissements industriels, situés dans la capitale et en Seine-Saint-Denis, notamment dans les usines Citroën de Paris et de banlieue. Ils sont très appréciés par certaines entreprises locales : l'usine de préfabriqués Samiex, dont plus de la moitié du personnel est nord-africain au début des années 1970, après avoir occupé beaucoup d'Italiens, les travaux publics Bonnevie où les chauffeurs de taxi savent qu'ils ont la pièce lorsqu'ils y conduisent des Portugais et Espagnols arrivés à la gare d'Austerlitz, l'usine Mapa, où sur les chaînes, des ouvriers algériens se substituent à la main d'œuvre féminine locale, avant d'être remplacés à leur tour par des Portugais. Partout, le travail est rude : horaires postés, travail de force, chaleur, insalubrité, risques d'accidents...

Le temps des foyers et des bidonvilles

Les cités neuves sont d'abord peu accessibles à ces immigrés, en cette période de



Foyer Sonacotra de Garges, 1973.

crise aiguë du logement. Seules quelques familles d'OS parviennent à obtenir grâce à leur employeur un appartement dès la fin des années 1950. Plusieurs milliers d'ouvriers du bâtiment vivent sur les chantiers, dans des campements plus ou moins précaires, entre le centre d'hébergement, avec bungalows, douches et cantine, et le micro-bidonville. Les deux foyers Citroën de Sarcelles et Villiers-le-Bel ouverts à cette époque abritent plusieurs centaines d'ouvriers étrangers, de même que le foyer de travailleurs migrants Sonacotra inauguré à Garges en 1973. Malgré leur relative modernité, ils proposent des conditions de vie difficiles : chambres communes ou exiguës, règlement intérieur sévère... L'accueil de pensionnaires dans les maisons des villages ou des lotissements se multiplie, les hôtels sont pleins. Les marchands de sommeil se frottent les mains. A Arnouville, en 1969, sept Portugais vivent par exemple dans une cave louée à prix fort par un compatriote.

Les familles, moins nombreuses que les hommes seuls, échouent dans les bidonvilles. Le centre d'hébergement des ouvriers du chantier de Lochères se transforme en un village de fortune accueillant plusieurs dizaines d'entre elles. A Garges, trois bidonvilles abritent plus de 1 200 personnes, dont la plupart sont ensuite relogées sur place, grâce au programme des Doucettes lancé pour éradiquer cet habitat précaire. D'autres cités neuves du territoire, notamment la Muette, voient arriver dans ces années 1970 d'anciens habitants des bidonvilles d'Argenteuil, Gennevilliers... A l'heure où de nombreuses familles françaises quittent les grands ensembles pour s'établir en pavillon ou repartir en province, le logement social s'ouvre réellement aux immigrés.

Le photographe Jacques Windenberger a livré un témoignage exceptionnel sur la vie quotidienne des ouvriers étrangers employés à la construction du grand ensemble de Sarcelles dans les années 1960.



Mise en place de canalisations, 1961.



Repas sur le chantier, 1962.



A la cantine des ouvriers, 1962.



Centre d'hébergement des ouvriers, 1965.



Logement d'un ouvrier portugais dans le centre d'hébergement, 1965.



Pause des ouvriers, 1962.



Journée des travailleurs portugais du chantier, 1967.



Participants à la journée des travailleurs portugais, 1967.



Femme d'un ouvrier étranger, 1965.



Réunion lors de la journée des travailleurs portugais, 1967.

Cette nouvelle donne contribue à la croissance du nombre d'étrangers vivant sur le territoire. 11 600 étrangers sont recensés en 1968, plus de 16 000 en 1975, près de 22 000 en 1982 ; ces chiffres incluent d'autres catégories que les seuls migrants économiques, mais pas les ouvriers habitant sur les chantiers. Les chiffres sont moins élevés à Arnouville où l'offre de logements HLM est moindre ; au début des années 1970, près de 400 Portugais et 300 Italiens y vivent toutefois.

Nouvelles migrations économiques

Tout change à nouveau dans les années 1980. La crise économique et la désindustrialisation touchent durement les travailleurs étrangers : chômage, emplois précaires, travail au noir, pauvreté... La fin de l'immigration de travail, décidée par l'Etat en 1974, rend l'obtention d'un titre de séjour plus difficile. Malgré ce contexte défavorable, la présence des migrants économiques se maintient en Val de France, sous l'effet de plusieurs facteurs : instauration du regroupement familial en 1976, amplification des départs des familles françaises des grands ensembles, besoin de main-d'œuvre dans des secteurs aux conditions de travail difficiles, nouveaux courants migratoires dans le monde...

Tandis que les deux grands flux d'Algérie et du Portugal diminuent progressivement, un nouveau courant s'établit à partir de l'Afrique noire. Jusqu'alors, les familles ouvrières étaient rares ; celles vivant dans la centaine de logements gérés par l'Office des Etudiants d'Outre-Mer, à Sarcelles, repartaient en général à la fin des études. Désormais arrivent en nombre des migrants peu qualifiés, fuyant les sécheresses et les famines, originaires surtout des anciennes colonies françaises, principalement du Mali, de Côte d'Ivoire, du Congo, du Sénégal et du Cameroun.

Des travailleurs turcs s'installent aussi. Arrivés à quelques-uns par le biais de l'Office National de l'Immigration pour travailler chez Citroën, ils sont rejoints ensuite par des hommes sans titre de séjour, qui font venir leur famille une fois leur situation régularisée. Un autre flux important s'établit au même moment à partir du Pakistan. Faute de pouvoir rejoindre le Royaume-Uni, ces travailleurs « bourlinguent » en Europe et en France, exercent de petits métiers, s'embauchent sur des chantiers et dans des usines, vivent en foyer ou chez un compatriote... avant de s'installer ici en famille. Ces parcours témoignent de nouvelles logiques migratoires, dans lesquelles la proximité géographique ou culturelle – pays voisin ou ancienne métropole coloniale – n'a plus la première place.



Sarcelloises partant au travail par le premier train de 5 h du matin, 1994.



Entreprise turque à Garges, 1994.



Famille algérienne à Sarcelles-Lochères, 1992.

Le travail des migrants s'est diversifié. Nombre d'entre eux constituent toujours une main-d'œuvre bon marché pour l'industrie et le bâtiment, et ils sont légion dans les premiers bus et trains du matin. Mais l'emploi dans les services se développe. Il y a aussi ceux qui viennent en France pour des études ou une formation professionnelle et intègrent un emploi de professeur, technicien ou artisan. Certains migrants se mettent à leur compte, dans la confection, le bâtiment, le commerce, la restauration... Ce sont notamment des Turcs et des Pakistanais, qui veulent s'assurer un avenir en évitant le chômage, mais aussi offrir un débouché professionnel à leurs enfants les moins diplômés.

Du HLM à l'accession à la propriété

Durant les dernières décennies, le logement HLM est devenu la norme pour les travailleurs immigrés de Val de France, vivant désormais majoritairement en famille. Si les tours et les barres accueillent beaucoup d'étrangers, elles sont occupées par une population diversifiée, avec cinq, dix, quinze nationalités par immeuble. Les migrants essaient de vivre à proximité de leurs parents et compatriotes, mais à l'échelle de plusieurs communes : Garges, Sarcelles, Villiers-le-Bel, Stains, Pierrefitte, Gonesse....

Ils ont aussi investi dans des logements en copropriété, des pavillons, et même des maisons des noyaux villageois. Ce sont en particulier des Portugais, Turcs et Pakistanais, animés par une forte volonté d'accession à la propriété, laquelle représente un important prestige social. La crise du logement ayant repris de plus belle, cet habitat privé est aussi investi par des marchands de sommeil. Plusieurs célibataires ou familles cohabitent alors dans des logis trop exigus.

Les foyers Citroën ont fermé, tandis que le foyer géré par la Sonacotra – devenue ADOMA –, va être transformé en résidence sociale par démolition-reconstruction. Depuis les années 1980, il héberge surtout des ressortissants d'Afrique Noire. Confrontés à une longue attente pour obtenir un logement, ces hommes font parfois venir leur famille au foyer, au risque de l'expulsion.

Vague après vague

A côté de ces flux les plus importants, les communes de Val de France ont accueilli pendant les dernières décennies des ressortissants de pays divers, les uns migrants économiques, les autres réfugiés, la frontière entre les deux catégories étant parfois floue : Inde, Ghana, Mauritanie, Cap-Vert, Ile Maurice, Guinée, Comores... Ces courants ont créé des groupes moins nombreux, du moins pour le moment. Car chacune des communautés phares du territoire – Belges, Italiens, Portugais, Algériens... – a d'abord été constituée de quelques individus, partis en France pour trouver un meilleur avenir, découvrant ce coin de la banlieue nord en cherchant un toit ou de l'embauche, s'y intégrant grâce aux relations tissées au travail, dans les cafés, la vie associative ou les lieux de culte, le faisant connaître à des parents et des compatriotes... Peu à peu le groupe grossit, avant de se réduire par les retours au pays ou de se fondre dans la population par les naturalisations et par la succession des générations.

Chacune de ces vagues de migrations économiques a confirmé l'attrait de ce secteur à proximité de Paris, doté de plusieurs gares et de nombreux logements bon marché. Un territoire d'accueil pour ces travailleurs immigrés qui, depuis près de deux siècles, contribuent à l'économie locale et régionale, en occupant ses postes les plus humbles ou en créant de petites entreprises.

Pierre-Jacques Derainne
Université de Bourgogne

Réfugiés d'ailleurs, habitants d'ici

Chassés de leur pays pour leurs convictions politiques ou leur religion, les réfugiés arrivent en nombre au 20^e siècle. L'attribution d'un statut spécifique facilite leur intégration, après un parcours souvent chaotique. Depuis les années 1980, ce sont surtout eux qui grossissent les rangs de la population étrangère du territoire.

Au 19^e siècle, des exilés politiques européens s'installent en France, pays des droits de l'homme. Mais les flux demeurent modestes jusqu'à ce qu'avec les bouleversements de la première guerre mondiale, Allemands, Russes, Austro-Hongrois, Ottomans, Arméniens affluent.

Une tradition d'accueil

Rescapés des massacres et déportations des années 1915-1921, les Arméniens remontent depuis Marseille vers l'Île-de-France où la main-d'œuvre manque pour reconstruire le pays. Attirée à Arnouville par des terrains bons marchés et la proximité d'une gare, la colonie arménienne se constitue autour de petites commerces, d'églises et d'associations. Elle s'installe aussi à Sarcelles, mais en moins grand nombre. Ces quelque mille Arméniens que l'on traite de « tête de chien » ou « d'Arménoche » s'intègrent progressivement : « Mon grand-père remerciait Dieu de l'avoir envoyé en France et ma grand-mère Yaya disait : on peut se promener ; on n'a pas peur que quelqu'un nous tue ». Beaucoup travaillent à

domicile comme cordonniers ou tailleurs pour des patrons parisiens.

Peu après arrivent sur le territoire une cinquantaine de Russes fuyant le bolchevisme et le lycée Empereur Nicolas II ouvre en 1930 à Villiers-le-Bel, accueillant en pension une quarantaine de garçons pour qu'ils n'oublient pas « la langue, l'histoire, les traditions de leur pays ». Avec les Arméniens, les Russes sont les premiers bénéficiaires du passeport Nansen, créé par le premier Haut Commissaire aux Réfugiés de la Société des Nations pour garantir aux apatrides la protection d'un pays d'accueil.

Un statut pour les exilés

Dans les années 1930, Allemands, Polonais, Russes, Roumains, Autrichiens et Tchécoslovaques victimes du nazisme, Espagnols républicains, Italiens fuyant le fascisme affluent en France. Quelques-uns d'entre eux s'installent dans les communes de Val de France : « Mon beau-père avait frappé un fasciste alors ils ont dû se sauver en 1930. Ils sont arrivés d'abord à Saint-Denis, puis à Garges, avant d'ouvrir une épicerie à Arnouville ». Si les réfugiés avaient été



Le café Nigoghossian, premier commerce arménien à Arnouville, 1932.



Réfugiés vietnamiens à leur arrivée à l'aéroport de Roissy, 1979.

bien accueillis jusque là, parce qu'ils constituaient une main-d'œuvre à bon marché, la situation se durcit. La crise économique et les tensions internationales exacerbent la xénophobie et l'antisémitisme. La France restreint les conditions d'entrée et les arrivées illégales se multiplient.

Après la guerre, la convention de Genève, adoptée en 1951 sous l'égide de l'ONU, donne un statut à celui qui « persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques... ne peut de fait obtenir la protection de son pays ». L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) instruit les dossiers et accorde le statut de réfugié ; le demandeur d'asile débouté peut faire appel. Ratifié par la France en 1971, le protocole de New York lève les réserves temporelles et spatiales : les ressortissants extra-européens peuvent prétendre à la qualité de réfugié dans le premier pays atteint.

L'impact des crises internationales

Dans les années 1970 arrivent sur le territoire de Val de France quelques Chiliens, Argentins et Brésiliens fuyant les dictatures puis, en plus grand nombre, des Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens quittant leurs pays devenus communistes. Les conditions dramatiques et très médiatisées du voyage de ces derniers, notamment en bateau – d'où le nom de boat people –, ainsi que les liens historiques entre la France et ces pays de l'ancienne Indochine, leur permettent d'obtenir aisément le statut de réfugié. Près de 1 700 d'entre eux vivent sur le territoire en 1985.

Certains sont passés par le centre d'hébergement provisoire (CPH) aménagé à Sarcelles au milieu des années 1970 : « Selon la composition de la famille, le centre attribuait un logement adéquat. Mais c'était provisoire ! Cela durait les trois premiers mois. Ensuite on aidait les gens à s'installer ailleurs, aux alentours, en les soutenant financièrement. C'est pour cela que mes parents sont restés à Sarcelles ». Des artistes demandeurs d'asile y résident aussi ; ils partent, leurs œuvres sous le bras, exposer à Paris et réalisent des fresques dans le quartier. Le CPH sera transféré à Saint-Gratien en 1998, mais en 2006, France Terre d'Asile ouvrira à Sarcelles un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA).



Famille d'origine kurde, à Villiers-le-Bel, 2012.

Après les troubles au Moyen-Orient

L'oppression des Kurdes au Moyen-Orient provoque leur départ de Turquie, d'Irak et d'Iran à partir de 1979. Espérant une politique plus tolérante envers l'immigration du gouvernement de gauche élu en 1981, les familles choisissent la France : « Je suis arrivé en train parce que c'est moins contrôlé que l'avion,



Tamouls venus du Sri-Lanka apprenant le français, Sarcelles, 1992.

avec un faux passeport. J'avais l'adresse d'un institut kurde à Paris. Ma demande d'asile a été acceptée. J'ai été logé par France Terre d'Asile à Sarcelles. J'ai appris le français à l'école Jean Jaurès, à Villiers-le-Bel et je m'y suis installé car j'avais des amis kurdes à proximité ».

La réactivation d'une forme de servage des catholiques Assyro-chaldéens du Kurdistan turc est à l'origine de leur arrivée en nombre, entre 1980 et 1986, d'abord à Clichy-sous-Bois, puis à Garges, Saint-Brice, Villiers-le-Bel et Sarcelles, notamment dans le quartier des Chardonnerettes : « Mes frères ont mis de l'argent de côté pour y acheter une maison. Pour eux, le plus important, c'était le jardin pour cultiver de l'ail, des herbes, faire le fromage ». Comme les Arméniens un demi-siècle plus tôt, ils adoptent les métiers de la confection. Ayant choisi la France pour son ouverture à l'asile politique et sa tradition chrétienne, ils demandent leur naturalisation après les cinq années de séjour obligatoires, mais le passage d'une société patriarcale, religieuse, de culture orale et de droit coutumier à notre société n'est pas aisé.

Crises au Sri-Lanka, à Haïti, au Zaïre...

Les affrontements entre séparatistes Tamouls et Cingalais marquent le début de l'émigration des Tamouls sri-lankais dans les années 1980. Les pays anglophones fermant leurs frontières, ils s'installent à Paris dans le quartier de la Chapelle puis en banlieue proche, notamment à Garges, Sarcelles, Villiers-le-Bel : « On avait entendu dire que la France accueillait les réfugiés politiques et on y avait de la famille. Je

suis venue illégalement par la Thaïlande, le Laos, Moscou, le Kosovo, l'Allemagne. On était sept filles ; mes parents m'ont fait partir la première ; je ne sais pas où sont les autres ». Faute d'une bonne connaissance du français et malgré un haut niveau d'études, ces réfugiés connaissent le déclassement professionnel : « Ici mon mari travaille dans la restauration, là-bas il était professeur ! Il a dû accepter n'importe quel travail pour pouvoir envoyer de l'argent à sa famille là-bas ». D'où l'importance donnée par les parents à la scolarisation des enfants.

Depuis les années 1980, Haïtiens et Zaïrois affluent sur le territoire de Val de France. Géographiquement très distincts, ces flux ont en commun d'être liés à une succession de régimes dictatoriaux, guerres, périodes d'instabilité politique ou catastrophes naturelles. Face à la diversité des parcours individuels et la complexité d'événements dont il est difficile d'évaluer l'impact, l'Etat français, soucieux de restreindre sa politique d'accueil, assimile ces exilés à des migrants économiques. Très peu obtiennent le statut de réfugié, surtout dans les rangs des Haïtiens. Les demandes d'asile continuent néanmoins, en particulier de la part de ressortissants de l'ex-Zaïre, aujourd'hui République Démocratique du Congo : « Je suis arrivée ici en 2011, à 21 ans. J'ai quitté le Congo Démocratique où j'étais emprisonnée pour passer au Congo-Brazzaville puis fuir clandestinement avec un passeport d'emprunt. A Roissy, un pasteur congolais m'a aidée. J'attends que l'OFPRA me convoque ».



Démarches administratives d'un réfugié zairois, 1988.

Du statut de réfugié à la naturalisation

Proche de la capitale, disposant de logements sociaux, petits hôtels et foyers d'hébergement, l'Est du Val-d'Oise accueille aujourd'hui des réfugiés originaires de Mauritanie, Bangladesh, Angola, Irak, Afghanistan, Iran, Rwanda, Bosnie, Kosovo, Tchétchénie... La reconnaissance des mutilations génitales féminines comme persécution justifiant le statut de réfugiée provoque la venue d'Africaines, notamment du Mali. Des flux anciens ont aussi repris : ainsi les Arméniens au cours des années 1988-2004, en lien avec les crises affectant la Turquie, l'URSS, le Karabagh, le Liban, s'installant notamment à Arnouville.

Malgré la baisse du taux d'admission par l'OFPRA, la France demeure le premier pays européen pour l'accueil des réfugiés. Le nombre de demandeurs d'asile, qui avait

régressé en 1991 suite à la décision de ne plus leur accorder le droit de travailler, est en hausse depuis 2006. L'obtention du statut constitue le premier élément d'intégration pour ces individus en souffrance, au parcours chaotique : « Le jour où je l'ai eu, j'ai pleuré, je n'y croyais pas. Pourtant mon père avait fait l'armée ici ! ». Nombre d'entre eux acquièrent la nationalité française. Pour les peuples qui n'ont pas été colonisés, tels les Chaldéens, les Arméniens ou les Kurdes, c'est une fierté. Mais ce peut être aussi le moyen d'obtenir un passeport pour voyager en Europe ou retourner au pays, ce qu'interdit le statut de réfugié.

Un deuil difficile

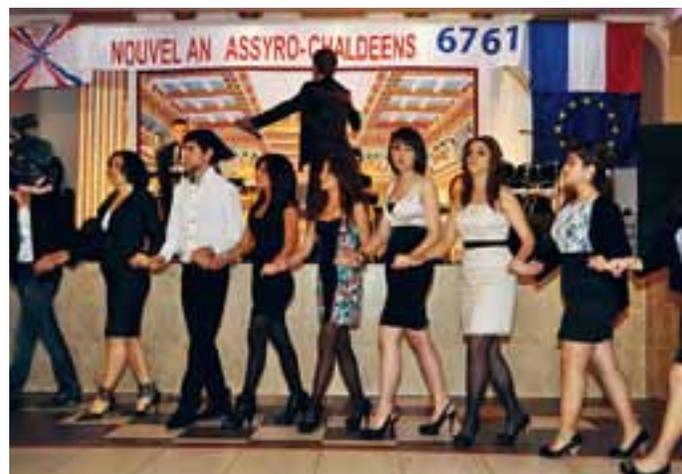
Plus que les autres immigrants, les réfugiés idéalisent le pays d'origine dont ils ne peuvent faire leur deuil : « Pendant des années nous n'avons pensé qu'à revenir au Chili ». Ces émigrants forcés se regroupent souvent en communautés bien structurées et s'enracinent autour de marqueurs territoriaux, de rituels constitutifs d'une identité : « Garges, Sarcelles, ça me plaît, c'est là que je suis venue. Si tu restes même un an dans un endroit, tu l'aimes plus que les autres ! Si tu pars ailleurs, c'est comme si tu étais à nouveau étranger ! ». L'intégration réussie des jeunes générations efface le mythe du retour et fonde une installation durable mais les parents, eux, auront toujours deux cultures : « J'ai la nationalité française mais être kurde c'est une identité. J'ai deux pays : le pays natal où j'ai mes racines et mon pays d'accueil la France ! ».

Béatrice Cabedoce

Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie, Conseil général du Val d'Oise



Manifestation de solidarité pour Haïti à Sarcelles, 2010.



Nouvel an chaldéen à l'espace Venise de Sarcelles, 2011.



Sarcelles-Lochères, années 1960.

Cités neuves pour rescapés de l'Histoire

Pris dans les tourmentes des décolonisations, les rapatriés rejoignent la métropole au moment où se construisent les grands ensembles. Ces cités neuves leur permettent de poser enfin leurs valises et deviennent pour beaucoup une nouvelle terre d'attache.

L'un après l'autre, dans les violences ou de manière pacifique, les colonies et protectorats de la France acquièrent leur autonomie entre 1954 et 1962. Craignant pour leur vie ou pour leur avenir professionnel, plus d'un million et demi de personnes rejoignent la métropole, dont 90% en provenance du Maghreb. Elles laissent souvent tout derrière elles, leurs biens, les tombes de leurs parents, les souvenirs de plusieurs générations... La majorité d'entre elles n'ont jamais mis les pieds dans l'Hexagone ou n'ont connu la « mère-patrie » que pour des vacances ou des études. Si la plupart ont la nationalité française, leurs origines sont diverses, à l'image de ce qu'était le peuplement de ces pays régis par le système colonial.

Par centaines, puis par milliers, ces familles arrivent dans les grands ensembles de Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel, souvent après avoir erré d'un hébergement de fortune à un autre, de sorte que quelques mois ou années séparent l'événement politique et la vague d'installation. Ces cités neuves n'ont pas été construites à leur intention, hormis trois immeubles de Lochères. Mais elles offrent de nouveaux appartements, auxquels les rapatriés accèdent par le biais de leur employeur – ou de leur administration, pour les nombreux fonctionnaires –, des services de la Préfecture, d'un organisme caritatif ou par accession à la propriété.

De l'Indochine à Suez

Les rapatriés d'Indochine sont les premiers de ces migrants de la décolonisation à arriver sur le territoire de Val de France, notamment à Sarcelles-Lochères où une cinquantaine de familles s'installent à partir de 1956. Ce sont principalement des Vietnamiens et des Eurasiens, qui ont été accueillis dans des camps de transit, dans le sud de la France, avant de venir en région parisienne : « Après la chute de Dien Bien Phu, les personnes qui avaient la nationalité française, comme nous, étaient priées de quitter le pays. Après un mois de bateau, on est arrivé à Marseille en 1956. On nous a mis dans un ancien camp militaire, à Sainte-Livrade. Ma mère, ma grand-mère, mes deux sœurs et moi sommes restés là, tandis que mon père travaillait à Paris. En 1960, il a trouvé un logement à Sarcelles et on l'a rejoint ».

Peu après arrivent les Juifs rapatriés d'Egypte, surtout à Villiers-le-Bel qui en devient le principal pôle de regroupement en banlieue parisienne. Près de 300 familles s'installent aux Carreaux en 1958-59, après un éprouvant parcours : « A minuit, on nous a mis dehors avec 20 kilos de linge pour notre famille de cinq personnes, et on nous a mis dans l'avion ». Expulsés après l'intervention armée en 1956 de la France et de l'Angleterre, aux côtés d'Israël, contre la nationalisa-

tion du canal de Suez, ces exilés ont choisi la France, dont ils partagent la culture. Mais tous n'ont pas la nationalité française, et certains doivent demander le statut d'apatride.

De la Tunisie à l'Algérie

A la même époque, les grands ensembles de Val de France accueillent les premiers rapatriés du Maroc et de Tunisie : « Ma famille est partie en 1956. La séparation a été douloureuse car nous laissons les parents de ma mère. Ils ne parlaient pratiquement que l'arabe et étaient de nationalité marocaine. Nous sommes restés 18 mois à Aix-en-Provence chez les parents de mon père. Puis ce fut l'arrivée à Sarcelles, en juillet 1958 : Lochères, bâtiment 18. Quel changement ! ». Dans tel ou tel immeuble vivent des rapatriés du Cameroun, du Sénégal ou du Congo, mais ils ne représentent que quelques familles, la décolonisation n'ayant suscité en Afrique Noire que peu de départs.

Venus en métropole dès le début de la guerre en 1954 ou au fil des « événements », les rapatriés d'Algérie sont déjà quelques centaines en mars 1962, lorsque sont signés les accords d'Evian mettant fin au conflit. Le mouvement s'amplifie ensuite : « Mon père voulait rester en Algérie, mais il était malade et les médecins étant partis, il a dû rentrer à Paris en juin. Je n'ai rejoint ma famille qu'en novembre. La majorité des gens n'étaient plus là, le quartier où je vivais était bien vide ». Les Pieds Noirs s'installent ici au fur et à mesure de la livraison des nouveaux appartements, notamment en 1965 et 1966. Leur nombre est alors estimé à 1 500 familles à Lochères ; ils sont sans doute autant à Garges, mais dix fois moins à Villiers-le-Bel.

Des origines multiples

Dans les bateaux et les avions qui viennent du Maghreb, il y a des Italiens, Espagnols, Maltais, ou leurs descendants, généralement de nationalité française : « Ma mère est italienne, mon père était maltais, on était des immigrés. La Tunisie était juste en face de l'île de Malte, qui était un pays très pauvre, les gens s'étaient donc expatriés. On travaillait pour le quartier français, alors on a été obligé de partir et de tout recommencer ici ».

Il y a aussi un nombre important de Juifs, privés d'avenir économique par le départ de la colonie européenne et effrayés par les conflits israélo-arabes, notamment la guerre des Six Jours en 1967. Tous les Juifs algériens ont la nationalité française, mais certains Marocains et Tunisiens doivent demander un permis de séjour, puis la naturalisation : « Le jour où on



Famille de rapatriés d'Indochine au camp de Sainte-Livrade, un an avant le départ pour Sarcelles, vers 1959.



Famille de rapatriés d'Egypte vivant à Villiers-le-Bel, vers 1960.



Famille rapatriée du Maroc vivant à Sarcelles, lors de la fête de Pessah, vers 1968.

nous l'a refusée, mon mari a pleuré. Il disait : qu'est-ce qu'on fera en Tunisie si on doit y retourner ? En arrivant en France, on avait beaucoup perdu, mais on avait tout de même de quoi manger et de quoi payer le loyer. Heureusement qu'après ça s'est arrangé ».

Des dizaines de milliers de « Français-musulmans » ou « harkis », victimes de représailles à cause de leur engagement pour la France, quittent également l'Algérie. Si près de la moitié sont rapatriés par les autorités françaises et placés dans des camps, les autres partent individuellement. Parmi ces derniers, certains se sont probablement installés à Garges, Sarcelles ou Villiers-le-Bel, continuant à être perçus comme des citoyens algériens alors qu'ils sont en général devenus français par déclaration ou réintégration.

Redémarrer à zéro

Ces rescapés de l'Histoire doivent pour la plupart « tout redémarrer à zéro ». Le soutien de l'Etat est conséquent - allocations de subsistance, réintégration des fonctionnaires, prêts pour l'installation économique, priorité sur un quota de logements HLM... Mais il ne s'organise que tardivement, notamment par la loi du 26 décembre 1961, et il exclut ou place en marge ceux qui n'ont pas la nationalité fran-

çaise ou sont d'origine « indigène ». Aux côtés des associations caritatives, les services sociaux des communes viennent au secours des plus démunis. Les solidarités familiales jouent un rôle essentiel, non sans s'user au fil des mois.

A la difficulté de trouver un toit et une source de revenus, à la crainte de subir un déclassement social ou professionnel, s'ajoutent les souffrances engendrées par la disparition d'un monde à jamais révolu, l'éclatement géographique des familles, parfois le sentiment de trahison et les traumatismes de la guerre. Il faut aussi subir l'indifférence ou le rejet des métropolitains, favorisés par les stéréotypes : « Les gens nous prenaient pour des colons, qui faisaient suer le bournous, comme on disait à l'époque. Beaucoup n'ont pas compris qu'il y avait des balayeurs, des électriciens, des boulangers... ».

Malgré tout, la rapidité de l'intégration a été saluée par tous. La conjoncture économique favorable facilite le reclassement professionnel et les rapatriés apportent leur dynamisme à cette France glorieuse des années 1960.

Recréer Bab-el-Oued

Certains ne restent dans les cités de Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel, que le temps de se refaire une situation ou trouver un logement conforme à leurs attentes. Ils sont en général issus



Rapatriés d'Algérie sur le pont du bateau les ramenant en métropole, 1962.



Stand de produits orientaux tenu par des rapatriés d’Egypte, au marché de Villiers-le-Bel, début des années 1960.

d’un milieu aisé, et leurs aspirations les conduisent loin de la banlieue des tours et des barres, qui n’aura été qu’une étape de leur parcours. Mais beaucoup d’entre eux adoptent ce territoire neuf, où une nouvelle vie sociale se construit en même temps que les immeubles se bâtissent.

Les rapatriés du Maghreb et d’Egypte y recréent des bribes de l’existence d’avant, ouvrant des commerces d’alimentation orientale, organisant des soirées, fondant des associations de rapatriés ou de boulistes, se retrouvant aux terrasses des cafés et dans les squares... La place André Gide à Sarcelles est surnommée « Bab-el-Oued », tant elle vit à la mode méridionale. Mêlée aux Pieds-Noirs, la communauté juive se rassemble pour créer les structures nécessaires à ses pratiques culturelles et religieuses, synagogues, boucheries casher, etc. A défaut de s’organiser en association, du moins pour le moment, les

familles vietnamiennes se retrouvent pour les loisirs, les fêtes ou des messes en langue natale.

Territoire de la diversité

« Dans le grand ensemble, nous étions en définitive tous des immigrés, venus de Bretagne, de l’Hérault, du 13^{ème} arrondissement, de Gennevilliers ou de Bab-el-Oued », écrit le maire de Sarcelles de l’époque. Dans ces laboratoires de la diversité que sont les cités neuves de Val de France, les rapatriés jouent un rôle important. Tout en devenant des Sarcellois, Gargeois ou Beauvillésois « à 100% », ils impriment leur marque à ce territoire neuf, lui donnant une partie de cette « âme » tant recherchée à l’heure de la « sarcellite ».

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Français venus des anciens comptoirs commerciaux indiens.

Après la rétrocession à l’Inde de Pondichéry, Karikal, Chandernagor, Mahé et Yanaon, plusieurs milliers de « Pondis » acceptent en 1962 la proposition d’opter pour la nationalité française. Ce sont surtout des militaires et des fonctionnaires, faisant le pari d’une intégration en métropole grâce à leur biculture. Certains arrivent ici à partir de l’Indochine, où ils étaient en poste ou vivaient : « Mes parents sont indiens, mais ont vécu au Cambodge, au Laos et au Vietnam. Ils sont arrivés à Garges après la guerre d’Indochine : comme ils étaient français, on leur a dit d’aller en France. Mes grands-parents sont venus bien après, en 1975, après la prise du Cambodge par les Khmers rouges ». Des Indo-vietnamiens suivent ce même parcours. L’installation de Français venus des Indes s’est poursuivie au fil des ans, notamment par le biais de l’armée : « Pour ceux qui n’avaient pas de famille ici, s’engager pour quelques années était le moyen le plus efficace d’avoir rapidement un salaire et un logement ». A la différence des rapatriés, les « Pondis » retournent fréquemment « au pays » pour des vacances ou la retraite.



Famille franco-pondichérienne à Villiers-le-Bel, 1982.

D'une île à l'autre, trajectoires antillaises

Un natif des Antilles sur six vit aujourd'hui en Ile-de-France. La banlieue nord accueille les plus modestes de ces Français venus des îles. C'est l'Etat qui a d'abord organisé ces migrations, pour pourvoir les emplois subalternes de la fonction publique.

A l'abolition de l'esclavage en 1848, les îles étaient peuplées d'une infime minorité de gros planteurs blancs, d'une majorité d'affranchis noirs, de « Petits Blancs » pauvres et d'une élite mulâtre. Le travail était assuré par des ouvriers indiens et africains engagés pour cinq ans, qui sont restés. La bourgeoisie mulâtre envoyait ses enfants poursuivre ses études en

villes et une tension raciale jamais disparue. Le manque d'emplois dans les départements d'Outremer devient d'autant plus flagrant que la population est très jeune. Le prolétariat prend de plus en plus le chemin de la métropole, rejoignant les 15000 Antillais y vivant déjà en 1954, plutôt issus de la bourgeoisie.



Centre de tri PTT à Paris, 1977.

métropole. Les structures de pouvoir faisaient des Antilles une société coloniale marquée par des rapports fortement inégaux. Le développement séparé des groupes de couleur de peau – Blancs, Mulâtres, Noirs – a figé les hiérarchies économiques ainsi que les représentations sociales, qui perdurent après la départementalisation de 1946.

La mécanisation dans les champs de canne et le déclin de l'industrie sucrière provoquent un exode rural. En 1959 à Fort-de-France, trois jours d'émeutes et trois morts mettent crûment en lumière la misère des déracinés des plantations s'entassant dans les bidon-

Partir

Tandis que le chômage sévit dans les îles, la métropole manque de main-d'œuvre. Si l'immigration peut alimenter les usines et les chantiers, la fonction publique réserve ses postes à des Français et ses emplois subalternes sont désertés, en raison du fort développement du secteur privé, mieux rémunéré. L'idée d'un transfert de population ne tarde pas à germer et en 1963, l'Etat crée le BUMIDOM, Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'Outremer, afin d'organiser la migration des « Domiens » de faible niveau de formation vers les postes les plus



Mariage dans les locaux du GSCSOM (Groupement socio-culturel et sportif d'Outremer), Sarcelles, 1992.

modestes des hôpitaux, des PTT, de la Police et des Douanes.

La publicité n'est pas nécessaire, tant le mythe de la réussite « en France » est alors ancré aux Antilles. Le billet aller simple offert par l'Etat, assorti d'un emploi ou d'une formation, a du succès dans les campagnes et les quartiers populaires. La population antillaise en métropole quintuple en vingt ans, constituée presque pour moitié par l'action du BUMIDOM. L'organisme a dirigé ses recrues vers la fonction publique, mais aussi la métallurgie et le bâtiment (30%), les emplois de maison (21%), les ateliers de l'industrie automobile (11%). Un nombre important de femmes ont participé à cette migration de masse.

S'installer

Dans les années 1950, le monde ouvrier antillais habitait surtout à Paris, dans les quartiers populaires des Halles et du nord de la capitale. Il se déplace vers la banlieue à partir des années 1960, avec la rénovation des vieux quartiers parisiens et la création des grands ensembles. Ce nouvel habitat reste ségrégué. Les familles antillaises les plus modestes emménagent surtout en banlieue nord, là où se concentre l'habitat HLM, notamment à Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel.

Les nombreux logements réservés pour les fonctionnaires ont conduit ici ou là à des regroupements dans des bâtiments de douaniers ou postiers, mais les Antillais travaillant dans les usines arrivent aussi par le « 1% patronal ». Le flux d'installation, d'abord timide, s'amplifie au fur et à mesure que la population de ces trois villes devient plus modeste et plus métissée. Les natifs des Antilles y sont près de 1 500 en 1968, 3 500 en 1975, 6 500 en 1982. Les enfants grandissent, et ce qui avait pu être imaginé comme une migration provisoire devient définitif.

Revenir ?

En 1975, au moment même où il stoppe l'immigration de travail, l'Etat réoriente le BUMIDOM vers le regroupement familial, puis le remplace en 1982 par l'ANT, chargée de favoriser l'intégration des Domiens vivant en métropole et leur retour dans les îles. Les migrations se poursuivent, mais à un moindre rythme. Le rêve de « la France » est écorné par le marasme économique. La crise des banlieues dessine un cadre de vie peu attractif pour les familles modestes. Le mythe du départ vers la métropole est remplacé par celui du retour aux Antilles.

Ils sont très nombreux à en rêver, mais beaucoup moins à y parvenir. Si le retour des retraités est sécurisé par les pensions, les fonctionnaires ne peuvent obtenir leur mutation sur un des 3 ou 4 000 postes déjà pourvus et le marché du travail est très étroit. Les perspectives sont sombres : chômage élevé – 23% ou 33% selon la manière de compter –, coût de l'alimentation exorbitant, rémunérations à deux vitesses...

Cette nouvelle donne se ressent à Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel. Le nombre de natifs des Antilles augmente à peine dans les années 1980, puis décline pour atteindre 4 500 en 2008. Mais si certains sont repartis dans les îles, si d'autres ont déménagé dans une autre commune de la métropole et si les nouveaux venus sont moins nombreux, la présence antillaise se maintient, avec la deuxième, puis la troisième génération. Elle est estimée à un dixième de la population dans les trois villes.



Dans un jardinet derrière un immeuble des Carreaux, Villiers-le-Bel, 2006.

Identités

La dynamique antillaise associative émerge dans les années 1970 et se déploie dans la décennie suivante, avec la création de nombreux groupements dans les trois communes. Elle est avant tout identitaire, entre mal du pays, plaisir de l'entre-soi et désir de transmettre aux enfants nés ici : cours de danses et de percussions traditionnelles, dégustation de spécialités caribéennes, moments de convivialité, pratiques sportives, littérature caribéenne, bals... On vient de Paris pour danser au son du zouk au forum des Cholettes à Sarcelles. Le lac des Prés-sous-la-Ville, créé en 1982, devient aussi un haut lieu des fêtes antillaises de la région parisienne, avec sono mobile et barbecue.

Circuler

En attendant de pouvoir retourner définitivement dans les îles, les Antillais y vont pour les vacances. C'est un rituel pour les fonctionnaires, qui ont négocié leur capital ethnique avec succès et obtenu en 1978 des congés bonifiés : 65 jours au pays, tous les trois ans, avec une prise en charge partielle du transport. Chômage et précarité des deux côtés de l'Atlantique multiplient les allées et venues. L'un tente sa chance dans un emploi en métropole, mais rentre lorsque son projet échoue. L'autre part créer sa société dans les îles et retourne en région parisienne la gérer à distance. Les événements familiaux ajoutent à ces déplacements. De plus en plus, les Antillais circulent entre l'Île-de-France et les îles.



Orchestre de bal dans une maison de quartier de Villiers-le-Bel, 1980.

Depuis la fin des années 1990, la mémoire de l'esclavage sert de point de ralliement et suscite nombre de manifestations. Elle permet de mettre en débat le racisme et la discrimination dont sont victimes les Français venus des îles. Quand ils recherchent un logement dans le parc privé, ils expérimentent par exemple que les propriétaires métropolitains, ou les agences qui les représentent, ne les distinguent pas des Africains et les refusent comme locataires. Cette situation est typique des anciens contextes coloniaux où les relations entre personnes étaient modifiées par des préjugés liés à une couleur de peau qui vous assignaient votre place dans la société.

Réunionnais et Guyanais

Si les Martiniquais et les Guadeloupéens se sont surtout installés en région parisienne, les Réunionnais ont préféré le sud de l'Hexagone. Ils sont seulement 400 natifs de la Réunion à Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel en 2008. Les habitants nés en Guyane sont à peine plus nombreux : ce département d'Outremer n'a pas connu de migration de grande ampleur.

Dominique Renaux
Collectif Fusion

Préjugés d'hier

La xénophobie est aussi ancienne que l'immigration, accablant les Belges au 19^e siècle, les Italiens et les Arméniens pendant l'entre-deux guerres... Parfois teintée de racisme, elle vise tous ceux qui viennent d'ailleurs, qu'ils aient ou non franchi une frontière : étrangers, provinciaux, nomades, indigènes...

« Infestés par les Belges, les cantons d'Écouen, Gonesse et Luzarches voient leur brave population française en butte aux tracasseries de ces étrangers. Le prolétaire de nos communes croit avoir le droit de se faire payer raisonnablement les travaux qu'il fait, c'est lui qui supporte les impôts et il a le souci d'élever sa famille. Le Belge arrive derrière lui, s'offre au rabais. Le patron croit qu'il est de son intérêt d'occuper un ouvrier qui lui coûte moins cher. Les Belges, sales, dégoûtants, logent par douzaine dans les taudis infects, payent un minimum d'impôts, maraudent dans la région et se grisent tous les soirs ».

Belges douteux

Cet article de presse de 1905 dresse la liste des préjugés fréquemment entretenus envers les Belges, premiers étrangers travaillant ou vivant sur le territoire : concurrent déloyal, faiseur de désordres, profiteur de la Nation, voire sous-homme, d'une « race » différente... On trouve déjà des traces de cette xénophobie dans les années 1850, lors de la construction de la voie de chemin de fer Saint-Denis-Creil, à laquelle les Belges participent en masse.

Les briqueteries du territoire, dans lesquelles beaucoup travaillent, sont honnies pour leur « personnel étranger et plus que douteux » : « De là, pas de sécurité pour les voyageurs se rendant au train du soir ni pour les récoltes de la plaine ». Si une rixe éclate au travail ou dans un café, comme à Villiers-le-Bel en 1901, ils en sont désignés comme responsables : « Les Belges devraient bien modérer leur ardeur et se rappeler qu'ils ne sont pas chez eux mais chez nous ».

Ritals et Arménoches

Pendant l'entre-deux-guerres, les préjugés délaissent les Belges et s'emparent des étrangers arrivés plus récemment : « Mon père avait six ans quand il est arrivé à Garges, avec ses parents. Il a souffert pendant sa scolarité, les autres enfants étaient méchants avec lui parce qu'il était italien ». Gare à celle qui s'engage dans un mariage mixte : « Quand j'ai fréquenté mon futur mari, ma famille m'a laissée de côté !

Le Rital ! J'étais la femme du Rital quand on parlait de moi ! ». Si les stéréotypes diffèrent parfois de ceux utilisés pour leurs prédécesseurs venus du nord, c'est une façon identique de disqualifier et d'exclure.

L'installation des réfugiés arméniens à Arnouville suscite un même cortège de discours réducteurs et méprisants : « Les étrangers ont envahi ce coin et le facteur se plaint de ne pas avoir appris toutes les langues. On n'y attend plus que la construction d'une « Mosquée ». Dans certain coin, un des plus en vue, quatre baraques aux fenêtres minuscules couvrent un terrain de 300 mètres ne laissant pas une place



Dessin paru dans le journal Le Grelot en 1892, avec le texte suivant : « Pendant que l'ouvrier mineur français laisse sa famille et ses outils pour partir au service militaire, le Belge lui prend sa place et travaille à vil prix ».



Bécassine dans La Semaine de Suzette, 1909.

pour enfouir les ordures ménagères que les habitants sèment chez les voisins. Le linge bariolé, tendu sur des cordes, donne l'aspect de pavés dans une ville maritime. Quant aux vases de nuit, c'est par la fenêtre qu'ils se répandent, sur le sol, en guise de « parfums d'Arménie ». La salubrité devrait faire un tour avant l'été dans ce « petit orient », ou gare au choléra ».

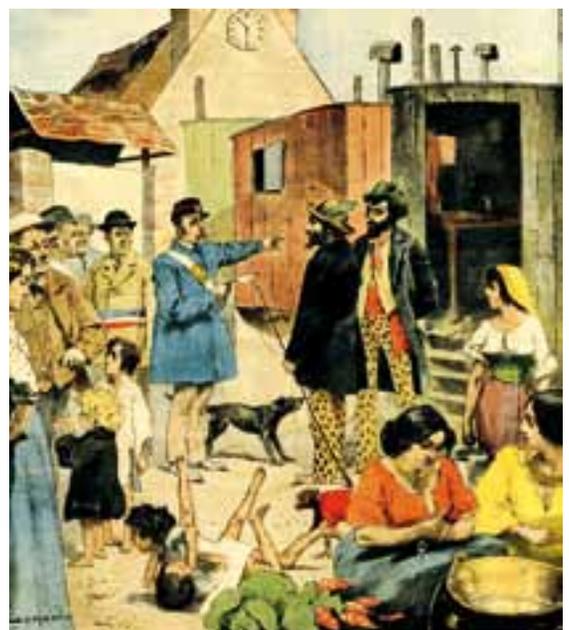
La race des Bretons

Ce rejet de l'Étranger inclut ceux qui arrivent de province, Picards, Corses ou Auvergnats, et qui se distinguent encore souvent au 19^e siècle par leur costume et leur langue. « Il a peur qu'on reconnaisse ses origines, il a honte d'être traité de breton et de se voir infliger les épithètes peu spirituelles et grossières dont les Français usent vis-à-vis de sa race. [...] L'émigré est continuellement en butte aux railleries et aux sarcasmes de tous : à l'usine, à l'atelier, dans la rue, dans sa famille même s'il prend une Française pour femme », écrit un Breton en 1901. Le personnage de Bécassine – représentant à l'origine une bonne venue de Picardie – est devenu le symbole de ce mépris envers les Bretons, sans doute les plus décriés des provinciaux en région parisienne.

Il n'est pas besoin de venir d'une autre région pour être considéré comme un étranger. Celui qui vient de la commune ou du département voisin est aussi exclu, car il n'appartient pas à la communauté locale. « Ma famille était à Stains, et après la guerre, on est partis dans l'Oise. On est revenu en 1950 à Garges. Eh bien on était un peu des immigrés ! Pendant au moins cinq ou six ans, les gens ne nous ont pas parlé ! », se souvient Monique.

Nomades et indigènes

Ceux qui ont un mode de vie nomade sont également perçus comme des étrangers : vagabonds, colporteurs, vitriers, rémouleurs... Parmi tout ce petit peuple passant au village, les gens du voyage font l'objet des préjugés les plus sévères, contestant même leur humanité. « Les caravanes de romanichels ne sont généralement pas accueillies avec plaisir dans les campagnes ; on n'aime point voir ces sauvages vêtus étrangement, si ce n'est insuffisamment, qui ne viennent on ne sait d'où et dont le départ est toujours suivi de surprises désagréables : disparition de volailles, de



« L'invasion de romanichels à Arnouville », dessin paru dans *Le Petit Journal*, 1901.



Les Achantis de Côte d'Ivoire, exhibés au Jardin d'acclimatation de Paris, années 1900.

fruits, etc. », écrit en 1901 *Le Petit Journal*, avant de raconter « l'invasion » d'Arnouville par une quinzaine de roulottes.

Les ouvriers venus des colonies ne sont dans l'entre-deux guerres qu'une poignée d'hommes sur le territoire de Val de France. La propagande coloniale est telle qu'ils ont sans aucun doute été en butte à la xénophobie, dans son expression la plus raciale. « L'indigène » y est présenté comme le plus différent des étrangers, un être exotique ou sauvage, exhibé dans des « zoos humains ». Dans les journaux, les manuels scolaires ou les publications scientifiques, les considérations racistes abondent. « Les traits les mieux connus de la psychologie des noirs sont tout d'abord l'importance de ses besoins physiques, la vivacité de ses émotions, compensée par leur faible durée. Sensations et mouvements résument le plus clair de son existence. La vie intellectuelle, l'évocation du passé, les projets d'avenir le préoccupent fort peu », écrit par exemple un médecin en 1939.

Des dommages multiples

La solitude, la peur, la honte, la colère... Il est aisé d'imaginer les ravages causés par cette xénophobie. Les dommages ne sont pas que moraux. L'Étranger, quel que soit le critère qui lui a valu cette position, se voit plus souvent employé aux travaux durs et mal payés, confiné dans des logements détestables, victime de tracasseries administratives, suspecté de délits criminels. Avec la mise en place de lois spécifiques aux étrangers, à partir du milieu du 19^e siècle, celui qui n'a pas la nationalité française est contraint dans ses déplacements et ses activités, doit parfois vivre sous la menace des expulsions.

Certes, tous les habitants ne sont pas xénophobes. Des espaces se créent où l'Étranger peut échapper aux stéréotypes. « Mon père était polonais, mais il était bien vu. On connaissait tout le monde dans le quartier et on s'entendait tous très bien », explique Renée, arrivée à Villiers-le-Bel en 1925. Les idées reçues sont néanmoins prêtes à resurgir au moindre incident.

A l'heure des crises

Les historiens montrent combien la xénophobie s'amplifie pendant les crises économiques. Dans les années 1880 comme dans les années 1930, stéréotypes, discriminations et actes de violence se multiplient. Rendus responsables du chômage, les étrangers sont suspectés de profiter indûment de l'aide accordée aux sans travail. La liste des reproches qui leur sont faits s'allonge et les contraintes de la législation se renforcent.

Mais lorsque vient le temps des guerres, les représentations basculent. En 1939, les étrangers deviennent les « amis de la République Française » et sont invités à s'engager au service de la France. Un appel auquel ils répondent en nombre – comme ils l'ont fait pendant la Première Guerre mondiale –, malgré dix années de xénophobie exacerbée.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Dessin paru dans *Le Canard Enchaîné*, 1932.

Eglise chaldéenne Saint-Thomas à Sarcelles, 2010.



Lieux de culte et migrations

La plupart des vagues de migration du 20^e siècle ont suscité la création de nouveaux lieux de culte, églises d'orient, synagogues, mosquées ... Ce sont des centres de vie sociale, dont les fonctions vont au-delà du religieux.

Depuis la fin du 19^e siècle, on a coutume d'associer la croissance urbaine au déclin de la religion, comme si le développement des villes allait de pair avec la décomposition des anciennes croyances. En réalité, le religieux ne se dissout pas dans les tours et dans les barres. Avec la croissance rapide du pluralisme religieux lié à l'arrivée de strates migratoires très diversifiées, on observe tout à la fois la recomposition des anciennes appartenances et le souci de valoriser les identités d'origine.

Les quatre communes de Val de France sont un reflet significatif de cette situation. En une soixantaine d'années, elles ont vu leur population quintupler et leur territoire s'urbaniser massivement. Répondant à une politique migratoire d'ouverture au niveau national jusqu'au milieu des années 1980, les migrations s'y sont multipliées. La cartographie des lieux de culte a été renouvelée et les modèles hérités des anciennes références chrétiennes ont été submergés. Diverses formes de marquages communautaires (édifices religieux, locaux associatifs, écoles, commerces, services divers) ont progressivement vu le jour, imposant une nouvelle régulation de la diversité.

Si l'analyse présentée ici s'appuie sur un dénombrement des lieux de culte effectué en mai 2012, elle rencontre des limites qui tiennent à la mobilité des communautés pour lesquelles s'était présentée une opportunité temporaire sur le territoire de l'agglomération (évangéliques en particulier). Le risque serait donc de proposer un tableau rigide de l'inscription spatiale des lieux de culte alors qu'une partie d'entre eux sont en restructuration ou en situation d'abandon.

Une progression remarquable

Le nombre de lieux de culte a quadruplé en quarante ans sur le territoire de Val de France : on est passé de 4 lieux en 1900 (une église catholique dans chaque commune) à 13 en 1965 et à 59 en mai 2012 (69 en incluant les églises évangéliques non affiliées et les lieux de culte en construction). Les trois-quarts ont été créés par et pour les migrants, chaque groupe d'originaires apportant avec lui sa propre pluralité religieuse. Faut-il rappeler que le phénomène migratoire est constitutif de l'identité locale depuis l'installation des



Pose de la première pierre de l'église apostolique arménienne Sainte-Croix de Varak à Arnouville, 1931.

premiers Arméniens à Arnouville au milieu des années 1920 jusqu'aux Pakistanais dernièrement arrivés ? En 2008, l'INSEE comptabilisait 28 032 étrangers, soit 20% des 140 000 habitants des quatre communes. Par ailleurs, le recensement exhaustif des titres de séjour y soulignait la présence de 129 nationalités. Avec l'apport des naturalisations, l'obtention de la nationalité française et la naissance sur place des deuxième et troisième générations, plus de la moitié de la population y est aujourd'hui issue de l'immigration.

En 2012, on dénombrait ainsi sur le territoire de Val de France, 9 églises ou chapelles catholiques romaines, 5 églises orientales (deux arméniennes, une copte et deux chaldéennes dont une en construction), un temple réformé,

une douzaine d'églises évangéliques dont 3 églises baptistes, une église néo-apostolique, 23 synagogues ou oratoires juifs, 11 salles de prières musulmanes (dont une mosquée en construction à Garges), une pagode bouddhiste et une salle du Royaume dédiée aux Témoins de Jéhovah. Si l'on met à part les églises catholiques dont la construction est souvent antérieure à la loi de 1905, l'implantation des lieux de culte est étroitement associée aux étapes de la décolonisation et aux conditions économiques et sociales de l'immigration.

Une inégale inscription dans l'espace

Les lieux de culte créés par les migrants s'inscrivent dans l'espace selon la dialectique récurrente « visibilité/invisibilité ». Certains affichent leur caractère religieux, d'autres restent invisibles, implantés souvent dans des locaux détournés de leur fonction initiale (appartements, pavillons, locaux commerciaux, espaces industriels, salles de réception).

En systématisant les choses, on peut distinguer le *lieu de proximité* qui relaie les besoins des pratiquants du quartier, la discrétion du local reflétant la précarité dans laquelle se sont trouvés les fidèles à leur arrivée (salles de prières musulmanes, temple protestant, petits oratoires israélites...) ; le *lieu-source* qui sert de regroupement pour tous les fidèles de la région, avec l'objectif de manifester ou de renouer l'unité de la communauté (l'église copte de Sarcelles, la pagode bouddhiste de Villiers-le-Bel, l'église néo-apostolique, les



Inauguration de la synagogue de Garges, 1979.



Première salle de prière musulmane créée à Sarcelles vers 1986, dans un ancien local commercial, et mosquée Foi et Unité de Sarcelles, inaugurée en 1992.

centres loubavitch de Sarcelles, les écoles juives et une bonne partie des églises évangéliques sont dans cette situation) ; le lieu-symbole qui manifeste son ancrage dans la cité par des attributs architecturaux bien visibles (clocher, minaret ou coupole, chandelier à huit branches...). C'est le cas des anciennes églises catholiques, de l'église arménienne Sainte-Croix de Varak à Arnouville, de la synagogue consistoriale inaugurée en 1965 à Sarcelles, ou encore de l'église chaldéenne Saint-Thomas construite à proximité de la gare de Sarcelles-Saint-Brice et consacrée en 2004.

On constate aussi que chaque lieu de culte tend à devenir un espace de ressourcement communautaire et un centre de vie sociale en assumant une diversité de fonctions : *fonction cultuelle* associée à l'exercice du culte et à l'éducation religieuse, *fonction culturelle* avec bibliothèque, cours de danse, de musique ou de sport, expositions et conférences pour assurer la diffusion de la culture religieuse, *fonction de formation* avec des cours de langue et des enseignements sur la lecture et l'interprétation des textes, *fonction sociale* pour soutenir les familles en difficulté, venir en aide aux plus démunis et coordonner les activités bénévoles (soutien scolaire, garderie, repas, fêtes...).

Un fractionnement interne

L'extrême variété des territorialisations religieuses résulte de facteurs locaux liés aussi bien à l'accueil des instances religieuses représentatives, au positionnement des élus, à la

sensibilité du voisinage qu'à la personnalité des ministres du culte (ancien pasteur du Grenier de Sarcelles, rabbin Guedj, etc.). Par exemple, le nombre élevé des synagogues provient d'un rapprochement plus ou moins tendu au Consistoire, du type d'enseignement professé, mais surtout des origines géographiques des pratiquants, chacun d'entre eux restant sensibles à sa ville d'origine (Constantine, Alger, Oran, Le Caire, Mogador, Fès, Tanger, Tunis, Djerba) comme aux mélodies de son ancienne synagogue. En 2011, on dénombrait 17 oratoires rien qu'à Sarcelles. La grande synagogue, en cours d'extension, est elle-même subdivisée : elle abrite les Algériens au rez-de-chaussée, les Tunisiens au premier étage et les Marocains au second étage.

Les musulmans sont presque aussi nombreux et fractionnés que les juifs, mais leurs lieux de culte se sont développés en décalage avec l'implantation des ménages. Les projets de mosquée se sont multipliés, émanant aussi bien d'anciennes associations (AMIS, Foi et Unité, Association des Français musulmans de Villiers-le-Bel, Association culturelle des musulmans de Garges...) que de nouveaux venus (Turcs, Pakistanais...). Il faut dire que les locaux loués ou prêtés par les municipalités et les organismes de logement n'étaient guère adaptés aux besoins : cave, appartement, salle de boxe, antenne jeunesse... Quant aux églises évangéliques qui sont en pleine expansion, elles utilisent souvent des locaux provisoires : hôtel, espace vacant dans les zones industrielles, magasin désaffecté, garage...

De nombreux lieux de culte étant décrits par les officiants comme « pleins à craquer », cette

question des locaux reste cruciale. Elle recouvre la montée du religieux qui est sensible dans toutes les grandes agglomérations, notamment lors des fêtes, et qui est illustrée aussi par le nombre élevé des associations à caractère culturel et culturel enregistrées administrativement (35 à la sous-préfecture de Sarcelles depuis 1999). Mais, paradoxalement, le renouveau des pratiques et l'implantation de nouveaux espaces peuvent s'accompagner d'une fragmentation interne et d'une radicalisation politique.

Des quartiers inégalement marqués

Si les modalités d'insertion des lieux de culte dans l'espace influencent les pratiques, il n'est pas rare que celles-ci modifient en retour la vie du quartier et suscitent des controverses. A Sarcelles, le secteur des Cholettes où les services destinés aux pratiquants sont nombreux est parfois dénommé « Petite Jérusalem » avec, à la clé, diverses formes de regroupements communautaires. Qu'il s'agisse d'une location, de l'achat d'un appartement, ou de l'inscription dans une école, la circulation de l'information s'y fait très vite par le jeu des interconnaissances. En revanche, d'autres quartiers sont peu marqués physiquement, l'évolution massive de la « culture du réseau » ne se traduisant pas obligatoirement dans l'espace.

De leur côté, les paroisses catholiques ont ouvert leurs locaux et adapté leur liturgie dans le cadre de la Pastorale des migrants. En retour, la présence active des nouveaux arrivés a puissamment contribué au renouveau de la foi. L'église Jean XXIII construite au cœur du grand ensemble de Sarcelles a été agrandie en 2003.



Groupe de renouveau charismatique congolais, accueilli dans la crypte de l'église catholique d'Arnouville, 2008.

Tout un symbole, puisque deux églises y avaient été fermées et vendues dans les années 1970...

Techniquement, les problèmes les plus souvent soulignés concernent la circulation et le stationnement des véhicules pendant les offices. Plusieurs permis de construire ont été refusés à cause de l'insuffisance de places de parking dans les projets. Prétexte ou non, le sujet reste sensible, même si on a appris à mieux le gérer au fil du temps. Des autorisations ont été données pour la construction d'une église chaldéenne à Arnouville, d'une église évangélique à Sarcelles, d'une mosquée à Garges... Certains terrains ont été vendus à l'euro symbolique, d'autres au prix des domaines ; d'autres encore ont pu bénéficier d'un bail emphytéotique ou d'une opération démolition-reconstruction.

Pour finir, il va de soi que cette effervescence religieuse pose la question de l'adaptation de la société locale et, plus largement, celle de la tolérance à l'autre dans le respect de chacun. Au-delà de la stricte neutralité imposée par la loi de 1905, on voit bien que les circonstances conduisent les différents interlocuteurs à se placer en position de négociation dans un esprit de conciliation.

Hervé Vieillard-Baron,

Université Paris-Ouest-La Défense



Procession des offrandes à l'église catholique de Villiers-le-Bel, 2012.

Saveurs du monde entier

Les migrants ont apporté avec eux leurs recettes, ouvert des restaurants de cuisine étrangère et créé des épiceries vendant des produits d'ailleurs. Enquête à Garges sur ces pratiques qui perpétuent des traditions tout en tissant des liens entre les cultures.



Stand du marché de Garges, 2012.

Près de cent nationalités sont représentées à Garges, autant dire que dans les cuisines sont préparés des plats très variés : tajine, riz au poisson, boulgour, biryani, nouilles sautées, blanquette de veau et beaucoup d'autres...

Se rappeler son pays

Le temps disponible, les ressources financières, le savoir-faire sont des critères importants pour élaborer les menus dans les foyers. Mais l'attachement à l'alimentation de son enfance compte aussi beaucoup. Reginadevi, venue du Sri Lanka en 1995, est restée fidèle aux saveurs de son pays : « J'aime beaucoup

cette cuisine, c'est une partie de moi ». Samia, arrivée d'Algérie à la même époque, explique : « C'est aussi la nostalgie ! Cela me rappelle mon pays ». Certains, comme Shamim, originaire du Pakistan, mélangent les plats français avec ceux de leur culture.

Les enfants jouent souvent un rôle dans ces choix, mais ils n'ont pas tous le même avis, entre ceux qui préfèrent la cuisine française et ceux qui sont attachés à leurs racines. Plus les années passent, plus les gens ont tendance à cuisiner français et à réserver les spécialités de leur pays pour les grandes occasions, comme les fêtes, ou pour les faire goûter à leur entourage.

A chaque région sa cuisine

Les cuisines sont très diverses dans le monde. Elles dépendent des ressources naturelles dont chaque pays dispose, mais aussi des techniques, de la culture, des croyances, des échanges avec les autres peuples. Par exemple la morue, qui est considérée comme le plat le plus typique du Portugal – il en existe des centaines de recettes –, est ramenée par bateau de Norvège depuis plusieurs siècles. A l'intérieur de chaque pays, il y a aussi souvent des différences. Toujours au Portugal, le Sud est plus tourné vers les poissons et les crustacés que le Nord, où on apprécie plutôt la viande, surtout de veau.



L'atelier de cuisine du centre social Jean-Baptiste Corot à Garges, 2012

Partager sa culture

Les plats et les recettes s'échangent entre amis, entre voisins, entre collègues. Rares sont ceux qui n'ont pas, au moins une fois, préparé une spécialité pour faire partager leur culture. Laddavan cuisine pour chaque anniversaire de sa fille des plats thaïlandais : « Comme ça ses copines peuvent goûter ». Olimata fait circuler ses recettes : « Je partage avec toutes les copines ! ». Ces échanges créent une cuisine multiculturelle. Marie-Eugénie fait par exemple « un peu de mélange », entre spécialités sénégalaise, capverdienne, italienne et française. Il y a aussi ceux qui inventent de nouveaux plats, comme Samia : « Je prends du riz indien et je le mélange avec des légumes à l'algérienne ».

Au centre social Jean-Baptiste Corot, un atelier de cuisine a été créé l'année dernière dans le but de partager ses recettes. Badia, qui en est l'animatrice, explique : « C'était une demande des habitants pour connaître des spécialités de tous les pays ». Les participantes se transmettent mutuellement leurs savoirs tout en mitonnant du tiramisu, des samossas, du gigot d'agneau, des nems... Elles ont l'habitude de faire ensuite goûter ces petits plats à leur entourage, et elles en sont fières.

A la table des restaurants

Depuis une trentaine d'années, ce restaurant sert des spécialités portugaises. Appelé autrefois L'Etoile du Portugal, il se nomme aujourd'hui Caravela, qui est le nom des bateaux des anciens marins portugais et aussi celui du village où est né le mari de la patronne, Cristina. Celle-ci fait venir du Portugal de nombreux produits, comme la morue – le plat le plus souvent servi –, cuisinée de trente à quarante façons différentes, au

four, à la poêle, avec des pommes de terre ou bien avec des oignons... On vient manger ici pour la découverte comme pour la nostalgie : « Ma clientèle est internationale. Je reçois des Français, des Maghrébins, des Italiens, et beaucoup de Portugais ».

Au restaurant-traiteur Meng Hoa, Nang propose depuis près de trente ans des plats chinois, thaïlandais et vietnamiens : « Je viens du Laos, mais les plats laotiens sont plus longs à préparer et ne conviennent pas à la formule des plats à emporter ». Les restaurants permettant de retrouver ou découvrir des spécialités étrangères sont aujourd'hui nombreux à Garges : Délices d'Asie, Au Festin du Dragon, La Perle d'Agadir, Chez Lahoucine, Pizzeria Stella, Istanbul Kebab, Lucky Mahal... Ils perpétuent une culture, tout en donnant du travail à des migrants.



Restaurant traiteur Meng Hoa à Garges, 2012.

Le commerce des ingrédients

Quel que soit l'endroit où on cuisine, au restaurant ou à la maison, on doit trouver les ingrédients nécessaires aux recettes. Certaines personnes se font envoyer des produits de leur pays par la poste, même si elles trouvent que c'est cher. D'autres profitent de leurs voyages : « A chaque fois que je vais au Maroc, je ramène des épices, je trouve qu'elles ont meilleur goût ». Mais pour l'essentiel, il faut s'approvisionner ici. « Quand je suis arrivée en France, il y a quarante-quatre ans, ce n'était pas facile. Aujourd'hui il n'y a aucun problème, c'est comme au bled ! », remarque Kadijha.

Le marché est un des lieux où on peut trouver des produits venus d'ailleurs. Le stand tenu par Samicha propose par exemple de nombreuses sortes d'olives, de graines et d'épices. Un peu plus loin, David vend des produits portugais, charcuterie, morue, huiles d'olive, vins...



Epicierie Mala à Garges, 2012.

Les épiceries exotiques se sont multipliées à Garges : Mala, Sana, Kim Oua... Tibsy est la plus connue d'entre elles, attirant des clients de villes éloignées, comme Mantes-la-Jolie ou Pontoise. « On ne pourrait pas faire la cuisine de chez nous si on n'avait pas un magasin comme ça ! », se réjouit Colette. On y trouve fruits et légumes exotiques, poissons de toutes sortes, riz par sacs de 20 ou 50 kg, plus d'une centaine d'épices différentes... Ces épiceries sont créatrices d'emplois ; Tibsy, qui est aussi grossiste, emploie une vingtaine de personnes.

gens et d'aller vers les autres. Mais pour cela, il faut avoir l'esprit ouvert ! Ce qui n'est malheureusement pas le cas de tout le monde... Marie-Claire, petite fille de réfugié italien, témoigne que son père fut traité de « macaroni » dans les années 1930, comme de nombreux compatriotes. Aujourd'hui, on accepte de mieux en mieux de goûter à ces saveurs venues du monde entier et les cuisines étrangères sont de plus en plus appréciées. Les recettes apportées par les migrants ont enrichi et modifié le répertoire culinaire local. Les pâtes ou le couscous sont devenus si familiers qu'on les nomme plats « français » !

Nouveaux plats « français »

La cuisine est un moyen de partager sa culture. Elle permet aussi de rencontrer les

Alison, Elodie, Fatima, Frida, Jefftania, Saruja et Sharmila
Collège Paul Eluard, Garges.

A la découverte de l'ethnologie...

L'Ecole Ouverte se déroule pendant les vacances scolaires et propose aux élèves volontaires de participer à des ateliers comme l'équitation, la danse africaine ou la couture. Nous avons choisi l'atelier d'ethnologie, dont le but était de découvrir les cuisines du monde et de les faire connaître en écrivant un article. D'abord, nous avons lu des témoignages, des textes de spécialistes, et nous avons parlé de nos propres expériences. Ensuite nous avons enquêté dans plusieurs lieux comme des restaurants, des épiceries, le marché, un centre social... Nous avons observé, photographié et posé des questions. Nous étions un peu stressées au début, mais les gens ont été très sympathiques ! Après avoir fait le point sur tout ce que nous avons appris, nous avons rédigé cet article.

Durant ce projet, nous avons été encadrées par notre conseillère principale d'éducation, Linda Mohammedi, et par Catherine Roth, ethnologue à la Communauté d'agglomération. Grâce à cet atelier nous avons étendu nos connaissances, nous sommes beaucoup moins timides, nous avons appris à nous connaître les unes les autres et, par-dessus tout, nous avons découvert le métier d'ethnologue.



Les participantes de l'atelier au restaurant Caravela de Garges. La patronne a préparé à leur intention des pasteis de nata, une spécialité portugaise.

L'intégration au quotidien

Les chemins de l'intégration sont multiples, mais passent souvent par les sociabilités et les solidarités locales. Un ancrage et une entraide indispensables pour construire son avenir dans son nouveau lieu de vie, en dépit des obstacles. Observations à Villiers-le-Bel.

Pour un acteur social dont les missions s'adressent à l'ensemble d'une ville, seules les notions de mixité sociale, de citoyenneté ou de « vivre ensemble » sont déterminantes ; l'origine ou la nationalité des habitants n'est pas significative. Pour autant, mon travail à Villiers-le-Bel me permet d'observer les mécanismes mis en jeu dans le processus d'intégration. Celui-ci est une progression à multiples facettes, se jouant sur des registres à la fois culturels, sociaux et économiques. Il ne s'opère pas de façon linéaire, mais s'inscrit dans la durée, avec des allées et venues, des paliers, des moments de repli et d'enthousiasme...

Parcours d'obstacles

Pour les nouveaux venus, le chemin est souvent semé d'embûches. Le déracinement provoque un choc culturel : perte des références habituelles, rupture de liens sociaux, plongée dans un monde inconnu... Il est accentué lorsque les migrants ne sont pas familiarisés avec la culture française ou lorsqu'ils viennent d'un milieu rural. Les violences morales et/ou physiques subies par certains avant de quitter leur pays ajoutent au désarroi.

La vie ici commence souvent sous le régime des incertitudes – carte de séjour temporaire, hébergement provisoire, travail précaire... – dont il faut parvenir à s'extraire. La question de la langue, la compréhension du langage administratif et de sa fonction, la connaissance des valeurs et des normes sont autant d'obstacles

difficiles à franchir. Monsieur P. explique au cours d'un atelier : « C'est dur d'apprendre. J'ai l'impression d'être un parent d'occasion. Ce n'est jamais bien. Si je vais à l'école pour mon fils, on me dit qu'il faut que je fasse autrement. On apprend même à ma femme à s'occuper du bébé à la PMI. Comme si nous ne savions pas ».

Entraides communautaires

L'accueil par un parent, ami ou originaire du même village permet de se poser dans un premier temps. « Heureusement que lorsque je suis arrivée avec mes enfants j'ai pu aller chez ma sœur pour envisager ce que je devais faire et comprendre où j'étais », confie une femme. Ces solidarités entre migrants créent une sphère intermédiaire protectrice : ce n'est plus le pays d'origine, et pas encore le pays d'accueil. Les associations organisées par des compatriotes apportent aussi une aide précieuse, ne serait-ce que pour échapper un moment à sa condition d'étranger.

Cette entraide est parfois perçue comme l'expression d'un communautarisme, comme un synonyme de repli et de fermeture. C'est oublier qu'elle est un important levier d'intégration : elle apporte sécurité matérielle et psychologique, dénoue des problèmes, fait circuler les informations... En outre, elle n'est pas exclusive d'autres relations : les migrants trouvent d'autres lieux de solidarité dans la ville et nouent au quotidien d'autres liens.



Atelier de couture de l'association Dialogue de Femmes, Villiers-le-Bel, 2000.



Cours de français de l'association Ensemble pour le Développement Humain, Villiers-le-Bel, 2012.



Avec l'ensemble de la population

Les capacités d'adaptation sont souvent remarquables et les réseaux établis autour du logement, de l'école, du travail, de l'apprentissage de la langue française favorisent l'intégration. Ce processus d'interaction avec la société d'accueil est progressif. Certains domaines sont plus accessibles et plus porteurs. Ainsi, si le travail a longtemps été une clef pour l'intégration, le migrant est aujourd'hui confronté à la crise économique. S'y ajoutent des rejets liés à son origine ou son lieu de résidence. Ces discriminations engendrent souvent un repli et renforcent les vulnérabilités, constituant un obstacle majeur à l'intégration.

Dans ce contexte, les actions menées par les structures publiques et par les associations pour l'ensemble de la population comptent plus que jamais. Ces initiatives qui favorisent le lien, le partage et l'accompagnement sont un outil privilégié pour l'intégration. Le participant y est considéré comme un acteur à part entière, avec un pouvoir de négociation et d'influence. Son origine, sa couleur, sa religion ou son sexe n'entrent pas en ligne de compte. Cette éthique permet d'offrir de véritables appuis pour lutter contre l'isolement, comprendre son territoire d'accueil, construire un projet de vie, participer pleinement à la société. « La maison de quartier est ma maison. Se retrouver ensemble ici est important pour moi, je ne suis plus seul », constate monsieur P.



Une diversité dynamique

Les personnes immigrées participant à ces initiatives sont diverses : s'y côtoient des anciens arrivés depuis de longues années et ceux qui viennent à peine de s'installer, des personnes intégrées plutôt structurellement (en participant au monde socio-économique et aux divers secteurs de la vie collective) ou plutôt culturellement (en adoptant les modèles culturels de la société d'accueil)... Certains constituent les publics des actions, d'autres en sont les moteurs : les migrants sont nombreux dans les bureaux des associations d'insertion, de culture ou de sport, bien plus qu'on peut parfois l'imaginer.

Cette diversité est essentielle pour mesurer les chemins parcourus et créer une dynamique, les uns reconnus comme modèle, les autres pouvant s'appuyer sur les mieux intégrés : « C'est elle qui m'a poussée à venir dans l'association, me disant que j'en étais tout à fait capable ». Si l'appartenance culturelle est parfois revendiquée, c'est en terme de valorisation et de reconnaissance des parcours. Les personnes regrettent toutefois la globalisation qui en est faite et qui a tendance à occulter l'avancée individuelle de chacun.



Quelques lieux de l'intégration et du vivre-ensemble à Villiers-le-Bel : école primaire ; maison de quartier ; forum des associations ; vide-grenier Trocs et Puces.

Du local au national

Beaucoup de personnes immigrées investissent particulièrement le niveau local. C'est ici qu'elles peuvent le plus facilement s'exprimer, agir et être reconnues : comme voisin ou copropriétaire, client ou usager, adhérent ou responsable d'une association, parent d'élève ou passionné d'un hobby, citoyen ou militant politique... Comme l'explique l'historien Gérard Noiriel, c'est à partir de ces groupes intermédiaires que l'intégration se construit, plutôt que par la relation à la nation.

mélangent les groupes, les origines, les gens : cages d'escaliers, maisons de quartier, lieux associatifs, espaces sportifs, marchés... Ces expériences partagées brassent les règles sociales, les modes de vies, les musiques et les saveurs, dotant chaque quartier de dynamiques et de solidarités spécifiques. Elles préfigurent la ville de demain, avec sa mixité culturelle et ses métissages. Demeure posée la question des deuxième et troisième générations, qui ne disposent pas des lieux symboliques de leurs aînés, qui vivent à la croisée de plusieurs univers et qui sont sans cesse renvoyés à leurs origines,



Fête de quartier à Villiers-le-Bel, 2010.

La naturalisation est souvent synonyme d'intégration et considérée comme un rite de passage. Pour beaucoup elle représente symboliquement une reconnaissance officielle d'un parcours réussi, même si la naturalisation est parfois demandée « quand la raison se fait sentir ». En 2008, l'INSEE a recensé 4 739 Français par acquisition à Villiers-le-Bel, soit 47% des immigrés : un taux élevé, témoignant d'une forte intégration.

Un vivre-ensemble métissé

La succession des générations et la multiplicité des vagues migratoires ont créé au sein de la ville une diversité culturelle qui est une richesse inestimable. De nombreux endroits de la ville

alors qu'ils sont nés ici : « J'en ai assez d'être considéré comme un primo-arrivant. J'ai l'impression à chaque fois de reculer ».

Les initiatives locales, associatives et municipales, doivent permettre à chacun de bénéficier de l'appui nécessaire à un moment de son parcours. A travers elles, les acteurs tissent les liens nécessaires au « vivre ensemble », indispensable au bon fonctionnement de la ville. Cette dynamique, souvent sous-estimée ou non reconnue, ne peut toutefois pallier une ségrégation spatiale qui accentue la marginalisation des migrants...

Pierre Oberto
Mairie de Villiers-le-Bel

Migrants solidaires

FICHE PEDAGOGIQUE PRIMAIRE

La solidarité des migrants pour leur pays d'origine est importante, de l'envoi d'argent à la famille restée là-bas à la création d'associations pour financer un projet d'infrastructure. Acteurs du développement, ces groupements sont nombreux en Val de France.



Les migrants sont des personnes qui quittent leur pays pour s'installer ailleurs. Certains recherchent un travail procurant un revenu plus important et plus sûr. D'autres fuient la guerre, la dictature, les discriminations, les violences. Ils sont nombreux à avoir emménagé à Arnouville, Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel.

Les migrants envoient de l'argent à leur famille restée là-bas afin que celle-ci puisse acheter des produits de première nécessité (aliments, médicaments, etc.) ou du matériel pour mieux travailler (un véhicule par exemple). Cet argent représente le double de l'aide des pays riches aux pays pauvres.



Certains migrants ont pensé qu'en se mettant ensemble, ils pourraient être plus utiles et ont créé des associations de solidarité. Ces groupements collectent de l'argent et du matériel pour l'envoyer là-bas. Ils mènent aussi des projets plus durables pour créer des infrastructures (puits, école, dispensaire, etc.) ou des activités économiques (commerce, agriculture, tourisme, etc.).



La Case

Illustrations : Cécile Petitet

- Enquêter sur une action de solidarité
- Concevoir le tract d'une association
- Etudier la vie quotidienne dans un pays en développement

Les associations de migrants agissent surtout pour l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau, la création de routes. Elles apportent leur aide en cas de crise (tremblement de terre, famine, tempête, etc.). Elles expliquent l'importance de la solidarité aux habitants d'Arnouville, Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel, afin que ceux-ci soutiennent leurs actions.



De plus en plus souvent, les associations de migrants mènent leurs projets avec d'autres organismes : les municipalités du pays d'origine ou d'ici, les ministères, d'autres associations, etc. Cela leur permet de réaliser des actions de plus grande envergure : par exemple construire une école plutôt qu'envoyer des livres et des cahiers.

Les associations de migrants discutent avec les bénéficiaires de leur action là-bas et avec les gens qui soutiennent leurs projets ici : chacun a sa vision du problème, c'est en confrontant les points de vue que l'on apprend de ses erreurs et que l'on améliore ses méthodes. Ces débats sont enrichissants pour tout le monde, ici et là-bas.



Migrants à l'honneur

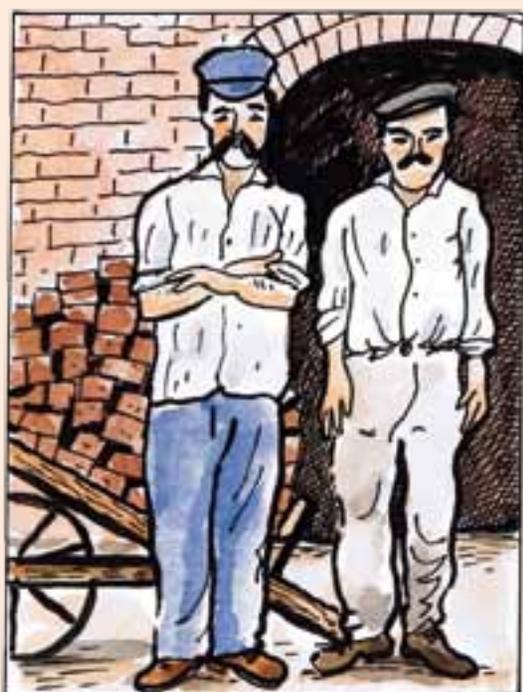
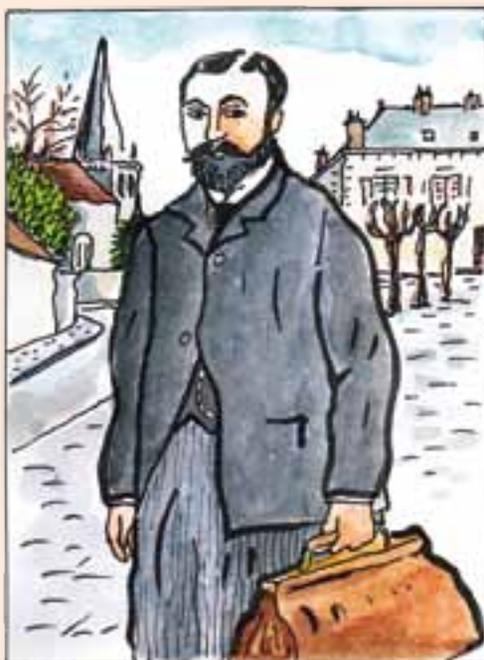
FICHE PEDAGOGIQUE PRIMAIRE

Les migrants mettent souvent leur savoir-faire, leur talent ou leur passion au service de leur territoire d'accueil. Pour rendre hommage à leur contribution, des équipements publics ou rues portent leur nom. Exemples choisis à Sarcelles.

Boulevard du Docteur Galvani

Marius Galvani est né en 1844, dans l'île de Zante, en Grèce. Après ses études de médecine à la faculté de

Paris, il arrive à Sarcelles en 1875 pour y exercer. Il est tellement dévoué à ses malades qu'on le prie d'entrer au conseil municipal. Il demande alors la nationalité française et l'obtient en 1881, grâce à son engagement d'ambulancier pendant la guerre de 1870-1871. Lors de la grave épidémie de choléra de 1892, il soigne seul 120 malades, nuit et jour, la plupart des habitants ayant fui par peur d'attraper la terrible maladie. Il exerce la médecine et reste conseiller municipal jusqu'à ses derniers jours, en 1920. Pour honorer son dévouement, son nom est donné à une rue de la commune en 1927 et une stèle est érigée en 1946 place de la Libération.



Henri-Joseph et Aimé-Joseph Bastin sont nés en Belgique, le premier en 1849 à Jumez, le

second en 1856 à Jeumont. Les deux frères s'installent à Sarcelles vers 1885 et travaillent comme ouvrier dans une briqueterie. Deux ans plus tard, ils fondent leur propre société, non loin de la gare de Sarcelles-Saint-Brice. Ils créent aussi des établissements à Villiers-le-Bel et à Saint-Brice. Leur entreprise à Sarcelles grandit et devient une des plus importantes briqueteries du secteur. Elle se perpétue après le décès des deux frères, jusqu'à la seconde guerre mondiale. La famille Bastin crée un lotissement à proximité de la briqueterie en 1922 et une des rues prend son nom. Cette appellation est restée et elle permet de conserver la mémoire de ces deux entrepreneurs venus d'ailleurs.

Rue Bastin

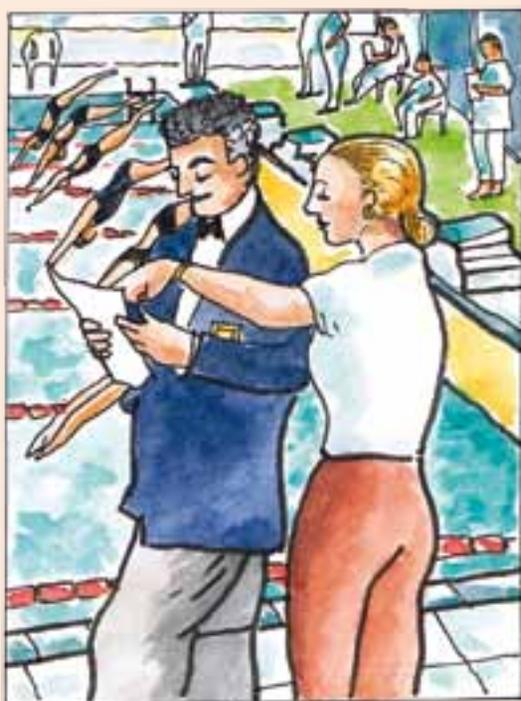
Sarcelles et son Histoire

Illustrations : Cécile Petitet

- Etudier Sarcelles au moment de l'arrivée d'un de ces migrants
- Placer les dates sur une frise chronologique
- Ecrire la biographie d'un autre migrant devenu célèbre

*Bibliothèque
Anna Langfus*

Anna Langfus naît en 1920 à Lublin, en Pologne. Partie en Belgique en 1938 pour y étudier, elle retourne dans son pays natal en 1939, peu de temps avant l'invasion allemande. Avec sa famille juive, elle doit vivre dans le ghetto de Varsovie, puis se cacher. Engagée dans la Résistance, elle est emprisonnée en 1944. Elle se réfugie en France en 1946, écrit des pièces de théâtre et publie en 1960 un roman inspiré par son expérience de la guerre. En 1961, elle s'installe à Sarcelles et participe activement au Club des Lecteurs de la ville, un groupe de passionnés qui veut favoriser la lecture et les rencontres entre habitants. Pour son second roman, elle reçoit en 1962 le prix Goncourt. Son nom est choisi pour la nouvelle bibliothèque de Sarcelles inaugurée en 1969, trois ans après son décès, afin de rendre hommage à son talent d'écrivain et la remercier de sa contribution à la vie sarcelloise.



*Centre aquatique
Christiane et
Guy Canzano*

Guy Canzano est né en 1929 à Monastir, en Tunisie, où son grand-père italien avait immigré pour fuir le fascisme. Dès l'enfance, il se passionne pour la natation qu'il pratique en mer. Il quitte la Tunisie en 1952, avec les Français rapatriés à cette époque, et s'installe à Sarcelles en 1960. En 1966, il fonde avec d'autres habitants l'AASS Natation et devient le président de ce club. Il s'investit aussi dans les grands organismes de la natation : la Fédération Française, le Comité Olympique, etc. Sa femme **Christiane**, née dans le Vaucluse en 1944 et arrivée à Sarcelles en 1966, le seconde et devient manager du club en 1973. Grâce au travail bénévole de ce couple, l'AASS Natation devient un des dix meilleurs clubs français et une des plus grandes associations sportives de Sarcelles. En 2012, la piscine prend le nom de ces deux passionnés pour leur rendre hommage.

Voyages d'exil

FICHE PEDAGOGIQUE COLLEGE

Dans l'expérience des migrants, le départ et l'arrivée dans le nouveau lieu de vie constituent un moment important, qu'on vienne d'une région voisine ou d'un pays éloigné. Récits par des Sarcellois venus d'ailleurs.

Mon ancienne institutrice m'a trouvé une place de bonne à Paris, en 1945. J'ai d'ailleurs fait deux fois le tour de la ville avec une oie dans ma valise ! Ça c'est le côté drôle de l'aventure, parce qu'autrement il n'y avait rien à croquer dans le secteur ! J'étais là comme une âme en peine, car je ne connaissais rien de Paris, et je crois que j'ai dû aller jusqu'au terminus avant de rebrousser chemin. De la gare du Nord à la gare d'Austerlitz, pour moi, c'était toute une histoire ! J'étais une étrangère à Paris...

Mme Yvette Jamaux, venue de Charente en 1945.



Passage de frontière de Portugais clandestins dans les Pyrénées, 1965.

Nous avons pris par la montagne, du côté de Pampelune. Nous sommes restés une douzaine d'heures dans une vieille cabane. Le plancher, qui devait dater de la guerre, était complètement vermoulu. Une fois en France, vers Saint-Jean-de-Luz, nous avons retrouvé d'autres clandestins et nous sommes montés dans un camion réfrigérant, qui ne transportait que des bouteilles vides. Cela permettait de faire du bruit : nous étions soixante-seize à l'intérieur, dos contre dos, les uns contre les autres... Il y avait moins de risques à se faire refouler à la frontière française qu'à la frontière espagnole. Si on se faisait prendre en Espagne, on allait directement en prison !

M. Macedo, venu du Portugal en 1958.

J'avais quarante ans et j'ai tout laissé derrière moi. Je suis partie avec une valise en bois, accompagnée de mes deux enfants, âgés de cinq et douze ans, de ma mère âgée et de ma belle-sœur. Nous avons réussi, après trois jours d'attente, à avoir des places sur le dernier bateau, le « Ville d'Alger ». Nous avons débarqué à Marseille, le 1 juillet 1962, c'est-à-dire le jour même de l'Indépendance. [...] Arrivée en France, je ne savais pas où aller. A Marseille, je me suis retrouvée à l'aéroport de Marignane avec les gens de l'EDF, dont faisait partie ma belle-sœur. Pour ceux du Gouvernement Général il n'y avait rien de prévu !

Mme Saint-Cricq, venue d'Algérie en 1962.

En novembre 1962, j'ai débarqué à Marseille. J'avais embarqué à Bombay, sur un navire français en provenance de Phnom Penh, au Cambodge. Je suis passé par le canal de Suez. C'était magnifique ! Je prenais la mer pour la première fois. [...] A l'époque, Marseille m'a semblé immense ! C'est la première ville de France avec laquelle j'ai fait connaissance. C'était merveilleux ! Un photographe a pris une photo de nous, l'a fait développer tout de suite et nous l'a donnée. C'est un souvenir que j'ai gardé...

M. Emile Appavou, venu de Pondichéry en 1962.

Mon père a organisé mon départ car il travaillait à l'aéroport de Dakar, au service affrètement. Il s'est occupé de toutes les formalités. Il m'a accompagnée jusqu'à la porte de l'avion et m'a confiée à quelqu'un qui venait d'ici. [...] Dès que j'ai mis le pied dehors pour prendre le taxi, j'ai eu tellement froid que je m'en souviendrai toute ma vie... Je n'ai jamais ressenti une chose pareille jusqu'à maintenant. Heureusement, mon mari m'avait amené un manteau. Il me l'a donné et nous sommes montés dans un taxi. Je ne suis pas venue directement chez moi. Mon mari avait organisé des réjouissances pour m'accueillir, au foyer où il avait vécu jusqu'à mon arrivée. A ce moment là, quand quelqu'un ramenait sa femme du pays, c'était la fête !

Mme Kadiata Diallo, venue du Sénégal en 1976.

- Comparer ces expériences
- Mettre en images un de ces souvenirs
- Recueillir un témoignage de migrant
- Etudier l'histoire d'une vague de migration

Vers 1977-1978, nous avons tenté à plusieurs reprises de fuir par bateau, par voie de mer, mais cela n'a pas marché ; nous sommes toujours revenus sur la côte. D'ailleurs, une fois, mon frère est tombé dans un piège tendu par la police, qui organisait elle-même des départs... Préparer un « boatpeople » était très compliqué ! Là bas, tout le monde se connaissait et on savait qui avait un bateau pouvant embarquer des passagers. On se donnait alors rendez-vous et on montait dans une petite embarcation, discrètement, dans un petit coin, pour rejoindre un plus grand bateau qui, généralement, transportait des centaines de personnes à travers la mer de Chine, alors que la capacité normale de ces bateaux était d'une trentaine de passagers... A bord, il y avait de tout ! Des hommes, des femmes, des enfants, des nouveaux-nés... Les gens étaient prêts à tout tenter pour partir !

M. Le Thanh Xuan, venu du Vietnam en 1984.



Réfugiés vietnamiens arrivant au port de Hong Kong, 1979.

J'ai mis le pied en France le 28 mars 1977 et je ne connaissais personne, rien du tout... C'était encore l'hiver et je n'avais même pas de pull, juste ma petite chemise de soie. Nous étions plusieurs à venir des îles. A la descente de l'avion, tout le monde s'est rassemblé autour du point d'accueil CASODOM, devant l'aéroport d'Orly. On nous a ensuite fait monter dans un car, direction Paris, et nous nous sommes tous retrouvés rue du 4 septembre, dans les locaux du CASODOM. Là, on nous a offert un petit déjeuner, puis on nous a mis des manteaux sur la table. [...] Finalement on m'a annoncé : « vous, vous allez à Chartres ». Évidemment, je ne savais pas où c'était !

M. Patrice Gemieux, venu de Martinique en 1977.

La mémoire des migrants permet d'appréhender de manière sensible l'expérience migratoire. C'est pourquoi la Ville de Sarcelles a voulu collecter les souvenirs des habitants venus d'ailleurs, avec l'aide d'un biographe, Frédéric Praud, et les publier sous le titre *Sarcelles : cinq continents pour une ville*.

Dans ces récits de vie, le voyage tient souvent une place essentielle. C'est le moment de quitter l'endroit familier où on a vécu, de plonger dans l'inconnu, parfois d'accomplir un périple compliqué et dangereux, de découvrir son nouveau lieu de vie, d'y faire ses premiers pas... L'expérience est marquante, en particulier pour les migrants déracinés brutalement et sans espoir de retour.

L'immigration en chiffres

FICHE PEDAGOGIQUE COLLEGE

Les nationalités recensées sur le territoire sont moins d'une dizaine au 19^e siècle et près de 130 aujourd'hui. Les courants d'immigration, d'abord frontaliers, se sont élargis au monde entier. La part de la population étrangère a augmenté, non sans fluctuations au cours de l'histoire.

Etrangers dans le recensement de 1872

	Arnouville	Garges	Sarcelles	Villiers-le-Bel	Total Val de France
Allemands			2	4	6
Belges	22	4	38	21	85
Hollandais			1	1	2
Italiens	3			6	9
Luxembourgeois				5	5
Polonais			1		1
Suisses			2	4	6
Total des étrangers	25	4	44	41	114
Population totale	394	360	1 682	1 254	3 690

Etrangers dans le recensement de 1931

	Arnouville	Garges	Sarcelles	Villiers-le-Bel	Total Val de France
Allemands	1		2	1	4
Américains	2		1		3
Arméniens	621		259	22	902
Autrichiens	1			2	3
Australiens	1				1
Belges	73	33	90	57	253
Britanniques	5	1	13	8	27
Bulgares	4				4
Danois			1		1
Egyptiens	2				2
Espagnols	14	4	31	2	51
Finlandais		1			1
Grecs	17		1	1	19
Hollandais	1		2		3
Hongrois		2			2
Italiens	159	69	150	58	436
Lituanais			1	1	2
Luxembourgeois	1	1	10	10	22
Norvégiens			1		1
Persans (1)			5		5
Polonais	71	101	57	43	272
Portugais	13	5	3	3	24
Roumains	9		2		11
Russes	8	5	6	31	50
Suisses	13	1	19	8	41
Syriens (1)	17		1		18
Tchécoslovaques	5		2	16	23
Turcs (1)	122	3	8	1	134
Yougoslaves		7	1		8
Total des étrangers	1 160	233	666	264	2 323
Population totale	6 241	2 621	6 155	4 259	19 276

(1) pour la plupart arméniens.

(Sources : Archives Départementales du Val d'Oise)

Etrangers comptabilisés par la préfecture en 1975

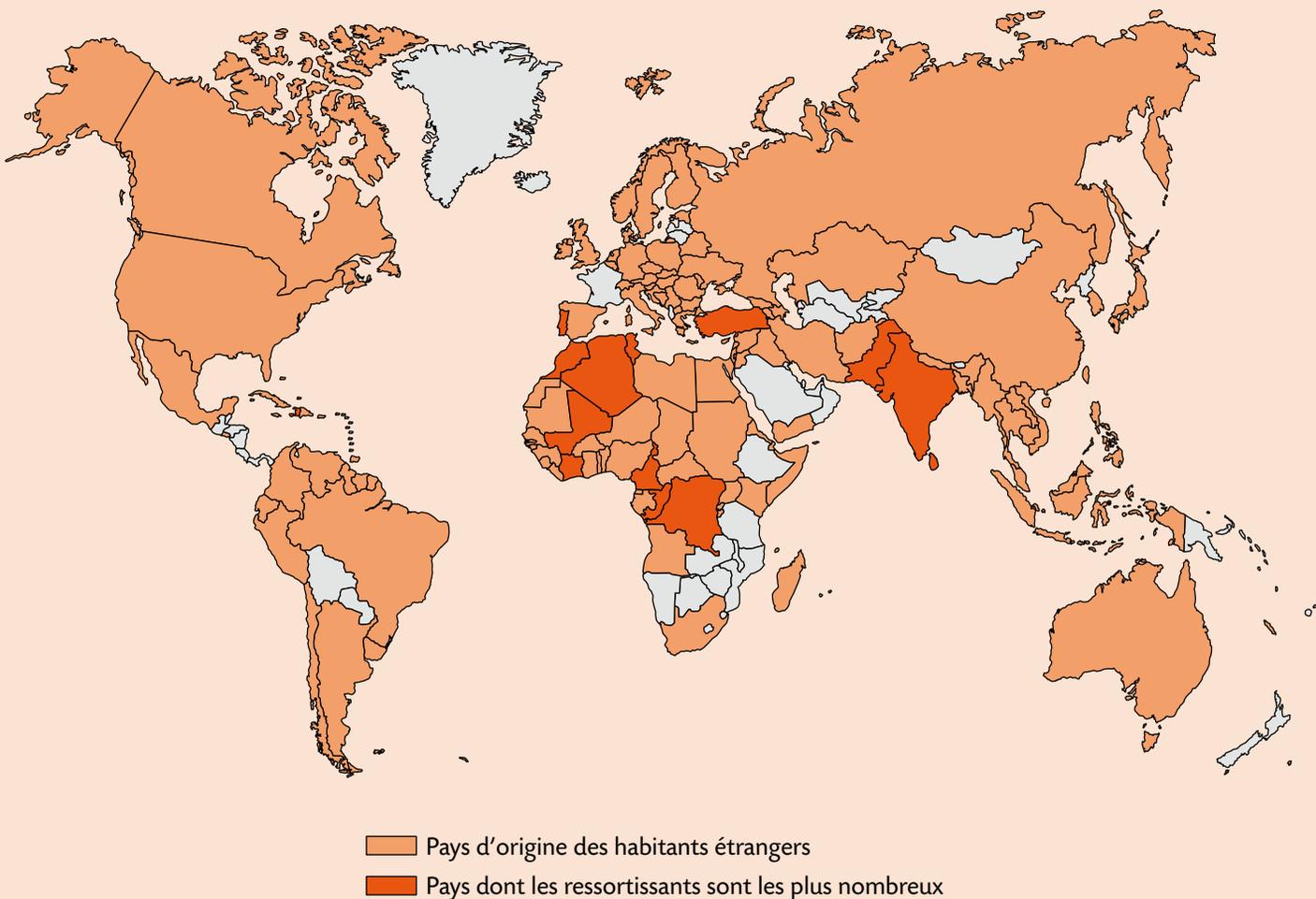
	Arnouville	Garges	Sarcelles	Villiers-le-Bel	Total Val de France
Algériens	112	2 008	720	366	3 206
Allemands	6	16	22	13	57
Américains	2	7	3	7	19
Arméniens	123	3	30	5	161
Belges	10	14	34	14	72
Brésiliens			11		11
Britanniques	2	5	18	14	39
Cambodgiens		3	8	3	14
Camerounais		91	143	38	272
Centrafricains		3	53	12	68
Chiliens			11		11
Congolais		35	122	11	168
Dahoméens		15	65	27	107
Egyptiens	1	34	28	55	118
Espagnols	130	1 226	589	358	2 303
Gabonais		15	37	1	53
Grecs	10	22	6	7	45
Haïtiens		3	10	3	16
Hongrois		12	10	7	29
Indiens		1	12	3	16
Israéliens		42	81	45	168
Italiens	170	677	377	336	1 560
Ivoiriens		23	52	3	78
Khmers			35	11	46
Laotiens			5	8	13
Libanais	19	4	5	1	29
Malgaches		18	36	2	56
Maliens		29	56	11	96
Marocains	21	766	643	231	1 661
Mauriciens		5	20	7	32
Néerlandais	13	3		2	18
Polonais	55	48	70	45	218
Portugais	378	1 861	1 242	915	4 396
Roumains			10	3	13
Russes	1	1	8	3	13
Sénégalais		47	48	15	110
Suisses	5		8	16	29
Syriens	10		2	12	24
Tchécoslovaques	1	3	15	3	22
Togolais		27	38	20	85
Tunisiens	21	1 170	1 243	297	2 731
Turcs	215	45	77	120	457
Ukrainiens		2	13		15
Vietnamiens	5	10	78	25	118
Yougoslaves	18	68	114	121	321
Zairois		1	103	11	115
Autres nationalités (1)	6	23	66	25	120
Total des étrangers	1 334	8 386	6 377	3 232	19 329
Population totale	11 085	37 927	55 007	21 876	125 895

(1) Apatrides, Argentins, Australiens, Autrichiens, Bulgares, Burundais, Canadiens, Ceylanais, Chinois, Colombiens, Danois, Gambiens, Géorgiens, Guinéens, Irakiens, Iraniens, Irlandais, Japonais, Lettons, Libyens, Luxembourgeois, Maltais, Mauritiens, Nigériens, Pakistanais, Palestiniens, Rwandais, San Marinois, Sierra Léonais, Singapouriens, Suédois, Tchadiens, Thaïlandais, Transjordaniens, Uruguayens, Voltaïques.

- Calculer les taux de population étrangère
- Dresser les cartes de 1872, 1931, 1975
- Comparer ces chiffres aux statistiques nationales

Pays d'origine des habitants étrangers de Val de France en 2008

(Source : Sous-préfecture de Sarcelles)



Les recensements et les comptabilisations préfectorales ne donnent qu'un aperçu imparfait du nombre des habitants étrangers. Les migrants saisonniers ou temporaires n'y sont notamment pas comptés. Ces documents permettent toutefois d'étudier l'évolution du nombre d'étrangers et la transformation des aires d'immigration. Les données des villes de Val de France reflètent en partie l'histoire des grandes vagues migratoires qui ont fait la population française. Les Portugais ont par exemple été pendant fort longtemps les plus nombreux, ici comme à l'échelle de la nation. Mais le territoire a aussi ses spécificités. Ainsi, depuis plusieurs décennies, la part de population étrangère y est plus élevée, atteignant aujourd'hui 20%. Les multiples origines des habitants font également de ces villes un des symboles de la France métissée et mondialisée du 21^e siècle.

Foyer d'immigrés en grève

FICHE PEDAGOGIQUE LYCEE

De 1975 à 1980, les résidents des foyers Sonacotra ont mené une lutte qui a porté les conditions d'habitat des immigrés sous les projecteurs des médias. Le foyer de Garges fut un des hauts lieux de ce combat.

D'un côté une vingtaine de cars de police, des CRS et des gendarmes casqués, bottés, munis de leurs boucliers. De l'autre, des dizaines d'immigrés assis sur le sol, parmi les tentes, les paillasses, les tables de fortune installées sur un terrain vague. Depuis trois jours, le foyer Sonacotra [...] est en état de siège, après l'expulsion, vendredi 22 juin, de 231 résidents en grève des loyers.

Le Monde, 26 juin 1979.

En rentrant le soir, j'ai vu que les hommes du foyer étaient tous dehors, il y avait 200 CRS autour, qui avaient muré le rez-de-chaussée et le premier étage. C'était fou ! Ce qui nous a le plus choqués, c'est qu'ils ont pris tous les effets personnels et tous les papiers, y compris de ceux qui devaient partir au pays pour l'été, les ont mis dans des sacs poubelles et les ont emmenés on ne sait où. Alors quand les hommes sont rentrés du travail, ils n'avaient plus où loger et ils n'avaient plus de papiers. Cela a été le démarrage d'une solidarité des communistes et des chrétiens. Le soir même, les gens ont commencé à apporter du café, des sandwiches, etc. En été, les habitants du quartier venaient pique-niquer en famille avec les grévistes.

Témoignage d'un habitant de Garges.



Si nous avons entrepris la grève des loyers, explique un ouvrier algérien, c'est que nous voulons un droit de regard sur les comptes de gestion. De chambres de 12 m², la Sonacotra en a fait deux en posant une cloison de contre-plaqué de 5 mm d'épaisseur. Nous avons une cuisine avec un seul robinet, cinq douches et cinq WC dont trois sont hors d'état, pour vingt-huit résidents. Personne n'accepterait de payer 270 francs par mois pour cela.

L'Humanité, 26 juin 1979.



Effets personnels des résidents transportés par les CRS dans un garde-meuble, puis rapportés à la patinoire de Garges, juillet 1979.

Toute la journée, nous sommes exploités et sur notre sommeil

Elle veut augmenter sans cesse nos loyers, sans cesse nos loyers.

La Sonacotra nous vole toute notre paye, Tandis qu'elle nous parque comme des prisonniers. Sonacotra, Sonacotra, tu céderas.

Elle nous interdit de nous réunir, de nous exprimer, Tous ces règlements pour nous isoler.

Nous en avons marre du paternalisme, de tout le racisme

De tous les pouvoirs, de nos Directeurs.

Sonacotra, Sonacotra, Sonacotra, tu céderas

Foyers par Foyers nous nous sommes levés, nous nous sommes rencontrés,

Nous les immigrés qu'elle voulait cacher.

La coordination de tous les foyers nous a renforcés Jusqu'à la victoire, elle nous mènera.

Français, immigrés, solidarité, solidarité,

C'est les mêmes patrons, c'est la même lutte.

Refrain : Coordination, coordination, nous gagnerons.

Chant de lutte pour nos frères immigrés, Union culturelle anticapitaliste et anti-impérialiste, 1976.

- Étudier l'histoire de l'organisme Sonacotra
- Enquêter sur la vie des immigrés dans les années 1970
- Chercher des textes anciens et récents sur l'habitat des immigrés

Le Comité de Coordination des foyers en lutte, le Comité de résidents et l'ensemble des résidents de Garges exigent immédiatement et sans condition : le départ de tous les CRS et gendarmes mobiles du foyer, la réintégration de tous les résidents expulsés, l'ouverture de négociations globales avec le Comité de Coordination sur la base de notre plateforme revendicative (baisse des loyers de 100 francs, statut de locataire, renvoi des gérants racistes, reconnaissance du Comité de Coordination, retour de tous les camarades expulsés).

Tract diffusé par le Comité de Coordination le 23 juin 1979.

J'ai dû à mon grand regret certes, mais en toute conscience, me résoudre à fermer le foyer de Garges-lès-Gonesse. Depuis trois ans et demi, les résidents, à l'exception de quelques-uns, ne versent aucune redevance en contrepartie de leur logement. [...] Vis-à-vis de la collectivité appelée à solder ses comptes, comme des 50 000 résidents qui continuent à payer, la Sonacotra n'avait d'autre issue que la fermeture du foyer.

Interview du directeur de la Sonacotra, Le Parisien, 25 juin 1979.



Campement des résidents en grève à côté du foyer, juillet 1979.

Chronologie du conflit à Garges

- **Mai 1973** Ouverture du foyer d'accueil pour travailleurs « célibataires » dans le quartier des Doucettes. De nombreux immigrés logeaient dans des garnis, des taudis ou des bidonvilles avant l'ouverture des foyers Sonacotra.
- **Septembre 1975** Deux ans après celui de Bobigny, le foyer de Garges entame sa grève des loyers.
- **Février-avril 1979** La Sonacotra annonce la fermeture du foyer pour « raison économique » et le Tribunal de Pontoise demande l'expulsion des résidents.
- **19 mai 1979** Occupation du foyer.
- **22 juin 1979** Intervention policière, expulsion des 240 résidents en lutte et installation d'un campement. Soutien de la mairie, de la paroisse, de partis, de syndicats...
- **3 juillet 1979** Les forces de police sont retirées à distance.
- **4 juillet 1979** La Cour d'appel de Versailles rejette le recours présenté par les résidents expulsés.
- **Janvier 1980** Accord entre les résidents du foyer et la Sonacotra, fin du campement.
- **2 mai 1980** Réouverture du foyer, après quelques travaux de rénovation.

Mourir pour son pays d'accueil

FICHE PEDAGOGIQUE LYCEE

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des immigrés se sont engagés comme combattants dans la Résistance. Le courage du groupe Manouchian est commémoré à Arnouville par une stèle.

Sur des chaises de velours rouge sont assis vingt-trois hommes et une femme, entravés deux par deux par les menottes, face à deux grandes flammes de guerre allemandes qui encadrent l'aigle du Reich et un portrait du Führer. A gauche, le procureur, à droite, les défenseurs. Devant les accusés : l'interprète. Tous semblables dans leurs uniformes feldgrau. De part et d'autre, les journalistes allemands, français et étrangers. [...] La cour martiale auprès du commandant du Gross Paris va commencer le procès d'une bande de vingt-quatre terroristes commandés par l'Arménien Missak Manouchian, bande qui fut arrêtée en octobre et novembre dernier. Après avoir prêté le serment d'usage, le président rappelle qu'il s'agit de juger de dangereux bandits coupables d'actes de francs-tireurs contre les forces armées allemandes, et d'attentats contre des administrations et des sujets français.

Paris Soir, 21 février 1944.

De quels milieux ces terroristes sont-ils issus ? Dans la plupart des cas, ce sont des juifs ou des communistes qui sont à la tête de ces organisations, travaillant à la solde de l'Angleterre et de l'URSS. C'est de là que viennent l'argent, les explosifs, les armes étant le plus souvent d'origine anglaise. [...] Le procès actuel a mis en lumière l'activité d'étrangers et de juifs abusant de l'hospitalité française pour créer le désordre dans le pays qui les a recueillis. Leur but étant l'avènement du Bolchevisme international, le sort de la France et des Français ne les intéresse pas bien entendu, les chefs se tiennent à l'écart.

Communiqué de l'agence de presse O.F.I., 21 février 1944.

Je m'étais engagé dans l'Armée de Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la Victoire et du but. Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la Liberté et de la Paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit, chacun aura ce qu'il méritera comme châtiment et comme récompense. Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. [...] C'est en regardant le soleil et la belle nature que j'ai tant aimée que je dirai adieu à la vie et à vous tous, ma bien chère femme et mes biens chers amis. Je pardonne à tous ceux qui m'ont fait du mal ou qui ont voulu me faire du mal sauf à celui qui nous a trahis pour racheter sa peau et ceux qui nous ont vendus. Je t'embrasse bien fort ainsi que ta sœur et tous les amis qui me connaissent de loin ou de près, je vous serre tous sur mon cœur. Adieu. Ton ami, ton camarade, ton mari.

Extrait de la lettre de Missak Manouchian à son épouse, 21 février 1944.

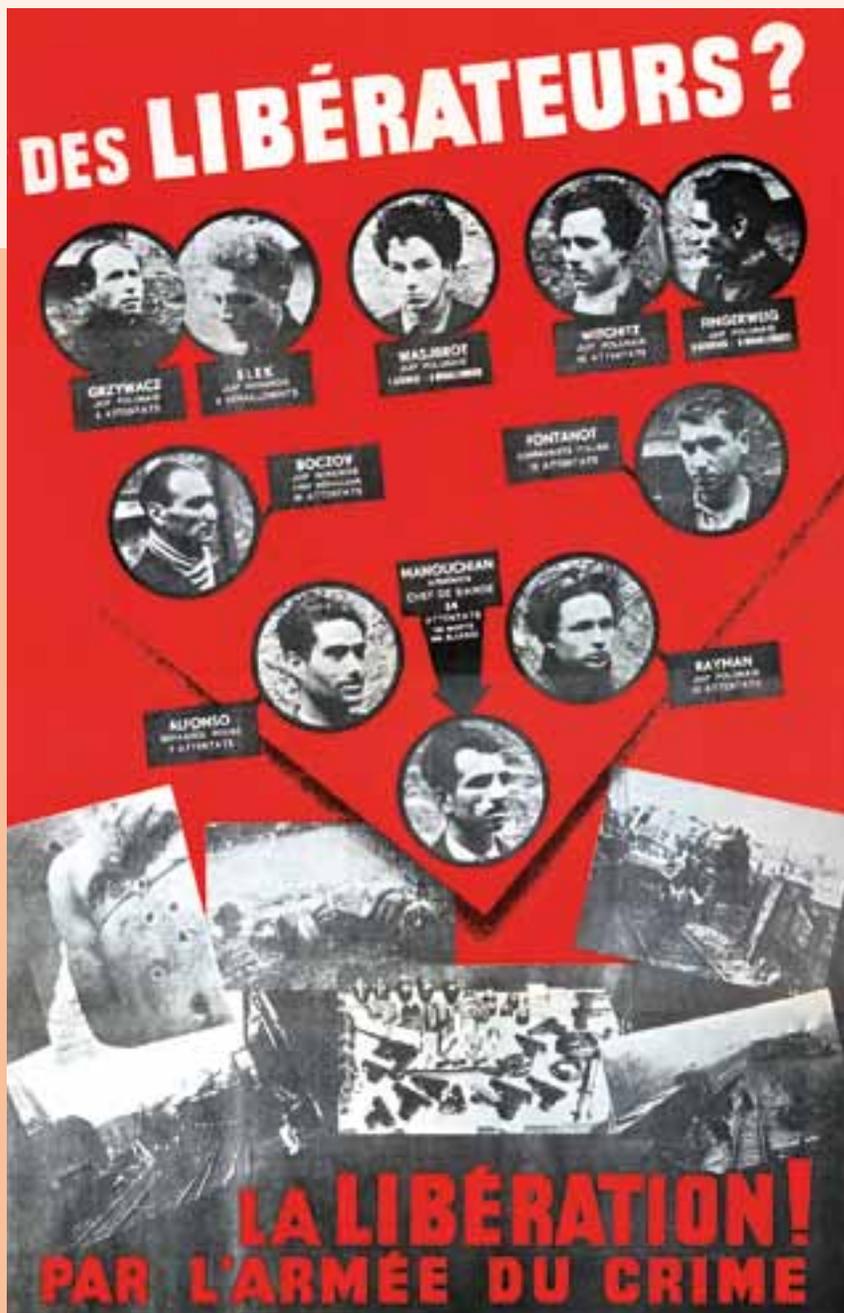
Exécution du groupe Manouchian au Mont Valérien, 21 février 1944.



Parmi les milliers d'immigrés engagés dans la Résistance, certains menaient la lutte armée : les FTP-MOI (Francs Tireurs Partisans –Main d'Œuvre Immigrée), issus des rangs de la MOI, créée dans les années 1920 au syndicat CGTU pour favoriser l'intégration des étrangers, et devenue en 1940 organisation résistante. Attaques à la grenade de casernes, déraillements de trains, exécutions d'officiers supérieurs de l'armée allemande, la liste de leurs actions est impressionnante, surtout en 1943. Après un simulacre de procès, vingt-trois d'entre eux sont exécutés au Mont Valérien le 21 février 1944, parmi lesquels Missak Manouchian, responsable des FTP-MOI parisiens.

Arnouville et son passé

- Enquêter sur les FTP-MOI
- Étudier le poème d'Aragon
- Chercher les lieux de mémoire de l'immigration



Affiche placardée à des milliers d'exemplaires par l'occupant nazi, 1944.

La foule se presse, silencieuse. Au dessus de chacun de leurs portraits – et pour nous faire horreur sans doute -, on a noté leurs exploits. L'un d'eux a eu à son actif 56 déraillements, 150 morts et 600 blessés. « Beau tableau de chasse », dit quelqu'un. Une femme confie à son compagnon : « Ils ne sont pas parvenus à leur faire de sales gueules ». Et c'était vrai. Malgré les passages à tabac, malgré la réclusion et la faim. Les passants contemplent longuement ces visages énergiques aux larges fronts. Longuement et gravement comme on salue des amis morts. Dans les yeux, aucune curiosité malsaine, mais de l'admiration, de la sympathie, comme s'ils étaient des nôtres. Et, en fait, ils étaient des nôtres puisqu'ils luttèrent parmi des milliers des nôtres pour notre patrie, parce qu'elle est aussi de la patrie de la liberté. Sur l'une des affiches, la nuit, quelqu'un a écrit au charbon en lettres capitales ce seul mot : MARTYRS. C'est l'hommage de Paris à ceux qui se sont battus pour la liberté.

« L'affiche », Les lettres françaises (revue clandestine), mars 1944.

Autour de ce groupe, l'occupant nazi engage une campagne xénophobe pour discréditer la Résistance, via des communiqués de presse, des brochures et une affiche rouge. Cela ne fit qu'accroître la renommée de ces immigrés et « les vingt-trois » devinrent les symboles des FTP-MOI. De nombreux hommages leur ont été rendus : poèmes (Eluard, Aragon), films, stèles au Mont Valérien et dans plusieurs villes... L'une d'entre elle a été édifiée en 1992 à Arnouville, à l'angle des rues Missak Manouchian et Jean Jaurès, à proximité d'un ancien café-coiffeur dans lequel Missak Manouchian se rendait, probablement pour voir des amis.

Autres Regards

Une sélection proposée par
la Maison des arts Louis Aragon,
Garges-lès-Gonesse.



Envolées Arnouville – Arménie

Je suis aérienne, je suis arménienne.

Peinture, Nektar Balian.



Ordalie Garges – Inde du sud

Purification par le feu de Sita ... pour accéder à son futur mari Râma.

Une exigence dans mon pays et en Europe ?!

Sculpture, Claire Pourissamy, graphisme, Andras Gal.



Ichraq. Entre orient et occident Garges – Syrie

Ici où là-bas, peu importe. Notre attention se tourne vers l'absolu, se détache volontairement de l'existence matérielle, à la recherche de la lumière, du point d'ichraq...

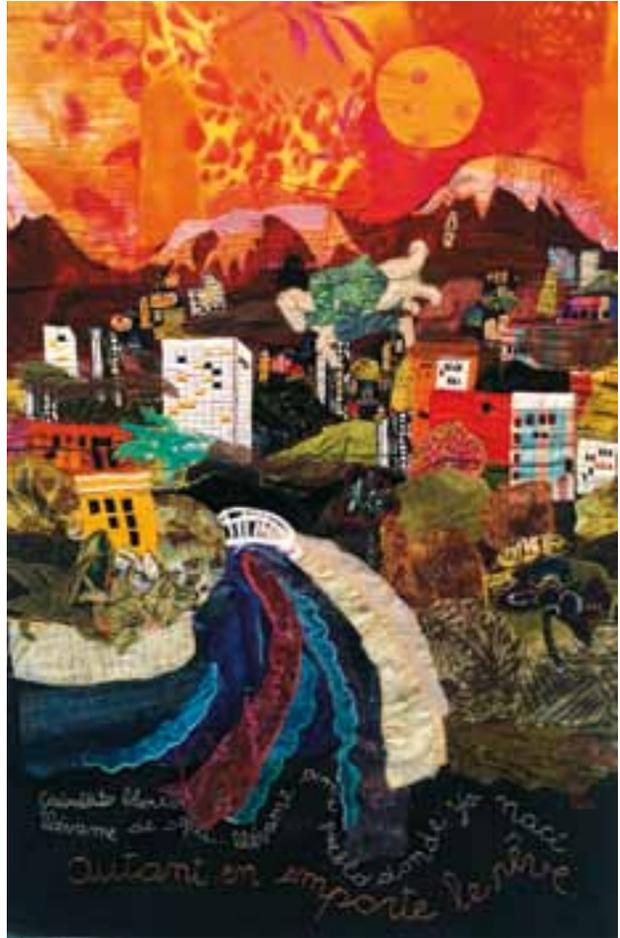
Ce n'est qu'un point à la fin d'une phase, et la roue de la vie est infinie.

Peinture, Hanan Tabulsi.



Objets de là-bas Garges –
Guadeloupe, Turquie, Afrique...
Empreinte, collage.
Travail à la mini-crèche des
Doucettes avec Carole Ponthieu,
sur la base de photos, objets
et matières collectés auprès
des parents.

Mille et une nuits Villiers-le-Bel – Israël
Travail de photographe-plasticienne,
Monique Cabasso.



Exil Garges – Chili

Plutôt que crier, chaque soir, j'ai essayé
de reconstruire Santiago dans ma tête.
Textile contemporain, Elie Rojas.



pour en savoir plus

Bibliographie

- Anselin A., *L'émigration antillaise en France : la troisième île*, Karthala, 1990.
- Bensimon D., *L'intégration des Juifs nord-africains en France*, Mouton, 1971.
- Bernardot M., *Loger les immigrés. La Sonacotra 1956-2006*, Ed. du Croquant, 2008.
- Chevalier L., *La formation de la population parisienne au 19^e siècle*, PUF, 1950.
- Collectif Fusion, *Sakamo*, 2000-.
- Courtois S. et alii, *Le sang de l'étranger : les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Fayard, 1989.
- « Cuisines et dépendances », *Hommes et migrations*, n°1283, 2010.
- Daum C., *Les associations de Maliens en France (migrations, développement et citoyenneté)*, Karthala, 1998.
- De la Grande guerre aux guerres sans noms, une histoire de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides*, OFPRA.
- Demangeon A. *La Picardie et les régions voisines : Artois, Cambrésis, Beauvaisis*, 1905.
- Déplacés et réfugiés : la mobilité sous contrainte*, Ed. de l'Institut de Recherche pour le Développement, 1999.
- Derainne P.-J., *Immigration, mémoire, lieux de mémoire et patrimonialisation en Val de France*, Trajectoires, Ministère de la Culture et de la Communication, 2008.
- Dewitte P. (dir.), *Immigration et intégration*, La Découverte, 1999.
- « Diasporas caribéennes », *Hommes et migrations*, n°1237, 2002.
- « Diasporas indiennes dans la ville », *Hommes et migrations*, n°1268-1269, 2007.
- Dornel L., *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie en France (1870-1914)*, Hachette, 2004.
- Faure A. (dir.), *Les premiers banlieusards ; aux origines de la banlieue de Paris 1860-1940*, Créaphis, 1991.
- Fourcaut A., *La banlieue en morceaux*, Créaphis, 2000.
- Gaudin P., « Tour de passe-passe, être francilien », in *Ile-de-France*, Autrement, 2000.
- Gautier E., *L'émigration bretonne. Où vont les bretons émigrants, leurs conditions de vie*, Bulletin de l'entraide bretonne de la région parisienne, 1953.
- Gervereau L. et alii (dir.), *Toute la France. Histoire de l'immigration en France au XX^e siècle*, Somogy, 1998.
- « Histoire des migrations en Ile-de-France », *Paris Ile-de-France Mémoires*, n°61, 2010.
- Hovanessian M., *Le lien communautaire : trois générations d'Arméniens*, A. Colin, 1992.
- Jordi J.-J., Temime E., *Marseille et le choc des décolonisations : les rapatriements 1954-1964*, Edisud, 1996.
- Laroche G., Matline B., *On les nommait des étrangers*, les Éditeurs français réunis, 1965.
- Lequin Y. (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Larousse, 2006.
- Manouchian M., *Manouchian*, les Éditeurs français réunis, 1974.
- Miège J.-L., Dubois C. (dir.), *L'Europe retrouvée : les migrations de la décolonisation*, L'Harmattan, 1995.
- Noiriell G., *Gens d'ici venus d'ailleurs : la France de l'immigration, 1900 à nos jours*, Ed. du Chêne, 2004.
- Noiriell G., *Le creuset français : histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Ed. du Seuil, 2006.
- Phlipponneau M., *La vie rurale de la banlieue parisienne*, Armand Colin, 1956.
- Pinchemel P., *Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936*, Armand Colin, 1956.
- Ponty J., *L'immigration dans les textes, 1789-2002*, Belin, 2004.
- Sarcelles : cinq continents pour une ville*, Ville de Sarcelles, 2 vol., 2010.
- « Sarcelles : vivre dans les grands ensembles », *Hommes et migrations*, n°1181, 1994.
- Sayad A., *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Le Seuil, 1999.
- Schor R., *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours*, A. Colin, 1997.
- Simon P.-J., Simon-Barouh I., *Rapatriés d'Indochine*, 2 vol., L'Harmattan 1981.
- Stora B., Temime E. (dir.), *Immigrances, l'immigration en France au XX^e siècle*, Hachette, 2007.
- « Urbanité et liens religieux », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°96, 2004.
- Vieillard-Baron H., « Antillais, Maghrébins et Turcs chaldéens de Sarcelles à l'épreuve de l'exil », *Migrants formation*, n°86, septembre 1991.
- Vieillard-Baron H., « L'espace du religieux dans les banlieues », *Religion et géographie*, Actes du Festival International de Géographie, 2002.
- Vieillard-Baron H., « De l'exil aux logiques d'enracinement : l'exemple de Sarcelles », in G. Ferréol (dir.), *Intégration et exclusion*, PUL, 1992.
- Weil P., *La France et ses étrangers*, Folio, 2004.

Pour la classe

- « L'immigration en France », *Textes et documents pour la classe*, n°936, 2007.
- « Les migrations. Ces mouvements qui font avancer le monde », *Textes et documents pour la classe*, n°801, 2000.
- « La France face à la décolonisation », *Textes et documents pour la classe*, n°840, 2002.
- Saturno C., *Enfants d'ici, parents d'ailleurs. Histoire et mémoire de l'exode rural et de l'immigration*, Gallimard Jeunesse, France Bleu, 2005.
- Mon album de l'immigration en France*, Tartamudo, 2001.
- Histoires d'immigration*, DVD, CRDP de Haute-Normandie, 2006.
- Paris couleurs*, DVD, CNDP, 2007.

chantiers du PATRIMOINE



A la rencontre des
personnalités locales



La pierre à pain,
une découverte de taille



Conter l'histoire de la ville



Patrimoine interactif



Les goûts voyageurs
ou le goût des autres



Sur les traces de la mémoire
du travail



L'invité : Trajectoires

La pierre à pain, une découverte de taille

En mai dernier, l'association beauvilloise de recherches archéologiques et historiques J.P.G.F. ouvrait ses réserves ethnographiques au public. Au programme : des animations autour de la « pierre à pain » des meules et des moulins gallo-romains de notre territoire.

Des années de recherches ont permis à l'association Jeunesse Préhistorique et Géologique de France (J.P.G.F.) de Villiers-le-Bel de faire une découverte exceptionnelle. Celle de la présence en Pays de France d'un important réseau d'ateliers de fabrication de meules avec une singulière « pierre à pain » en grès de Fosses, qui furent exportées bien au-delà des frontières du bassin parisien.

Pour présenter ce patrimoine archéologique et historique unique en Ile-de-France, l'association a saisi l'occasion de la Fête du pain. Elle a ouvert ses réserves recelant des pièces rares (meules et ébauches de meules) et proposé de nombreuses animations pédagogiques au public. Points d'orgue de la manifestation : la reconstitution d'un moulin antique avec démonstration de mouture, et la dégustation, le jour de la Saint-Honoré, patron des boulangers, de pains réalisés selon des recettes romaines et médiévales, grâce au concours de la Fédération de la Boulangerie, des Moulins de Chars et surtout du boulanger Thierry Clouet de Villiers-le-Bel qui a pétri la pâte à pain à l'ancienne.

« Nous avons découvert un premier site de fabrication de meules près de Luzarches en 1976, mais nous étions loin à l'époque de nous douter que la vallée de l'Ysieux était l'un des plus importants sites de production de meules de France ! », explique Rémy Guadagnin, archéologue, historien, et président de la J.P.G.F. En poursuivant ses recherches, l'association a localisé un site géologique d'exception et un important réseau d'ateliers de meuliers datant de la période gallo-romaine. Les

villas abritant ces ateliers étaient construites au-dessus des sites d'extraction du grès de Fosses, une pierre caractéristique utilisée pendant l'Antiquité pour la fabrication de nombreux moulins (rotatifs manuels, à traction animale, et hydrauliques). Elles étaient toutes situées le long de la voie antique reliant Meaux à Beaumont-sur-Oise, et Paris aux cités gallo-romaines de Beauvais, Amiens, Senlis et Soissons. Grâce à ce réseau viaire, les meules étaient exportées pour équiper les moulins du nord de la Gaule. Les études menées par l'association font également apparaître une innovation : le rayonnage des meules qui, en conférant à la « pierre à pain » de grandes qualités mécaniques, a permis à notre territoire de développer sa vocation céréalière et nourricière de « grenier de Paris ».

Près de 1200 personnes sont venues découvrir l'histoire de la « pierre à pain » dans les réserves de la J.P.G.F. C'est une grande satisfaction pour cette association qui, depuis 1961, œuvre pour la recherche, l'étude, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine archéologique, historique et ethnographique. Portant ses efforts sur la sauvegarde du patrimoine local, puis régional, ce groupe de passionnés a mené un grand nombre de travaux de recherches sur le terrain, dans les archives et dans les bibliothèques. En 50 ans, il a découvert plus de 963 sites archéologiques, allant de la Préhistoire au Moyen Age, répartis sur 40 communes du Pays de France, et a réalisé 78 fouilles archéologiques. Ces fouilles et ces enquêtes ont permis de rassembler des collections particulièrement intéressantes, tant quantitativement que qualitativement. De nombreuses publications et expositions à Villiers-le-Bel ou dans la région Ile-de-France ont ainsi pu voir le jour. La prochaine : en avril 2013, au musée Archéa à Louvres!

Sophie Jobez



Reconstitution d'un moulin antique.



Pains réalisés selon des recettes romaines et médiévales.



Enluminure du Moyen Age.



Visite de l'exposition par une classe.

A la rencontre des personnalités locales

L'association Sarcelles et son histoire inaugure en décembre sa nouvelle exposition à la Maison du Patrimoine. Elle nous propose de partir à la rencontre des personnages qui ont marqué, à travers les siècles, l'histoire de la ville.

Quel est le point commun entre les Yamakasi, Anna Langfus et Alain Couriol ? Réponse : Sarcelles. Toutes ces personnalités, chacune dans son domaine et à son époque, ont façonné l'image de Sarcelles. L'association Sarcelles et son Histoire est partie à la recherche de ces figures locales, qui ont écrit et continuent d'écrire aujourd'hui, l'histoire de la ville, pour vous les présenter, sous forme d'une exposition riche et foisonnante, *Sarcelles à la rencontre de ses personnalités*, inaugurée à la Maison du Patrimoine le 15 décembre prochain.

« Qu'ils soient originaires de Sarcelles, ou qu'ils aient partagé une tranche de vie avec la ville, tous ces personnages du monde historique, industriel, sportif, ou des arts et de la culture ont marqué notre histoire, parfois sans qu'on le sache ou que l'on s'en souvienne. Nous avons voulu leur rendre hommage et les faire découvrir aux Sarcellois qui ne les connaissent pas », explique Gilbert Morin, le président de l'association. Au fil des siècles, un grand nombre de Sarcellois se sont illustrés dans des secteurs très variés. Il fallait donc, pour que chacun trouve sa place dans cette exposition, choisir des thématiques et créer des familles de personnalités, tout en braquant les projecteurs sur certains destins singuliers.

Du côté des personnages anciens, l'exposition évoquera le roi Eudes qui, en donnant en 894 à l'abbaye de Saint-Denis une ferme située sur le territoire royal de Cercelles, permit à la communauté villageoise sarcelloise de se développer. Elle racontera également l'histoire des premiers seigneurs de Sarcelles, tout particulièrement de la famille de Neufbourg, qui donna ses

armoiries à la ville. Elle montrera encore le Caporal Michel Defouloy, acteur majeur de la Libération de la commune en 1945...

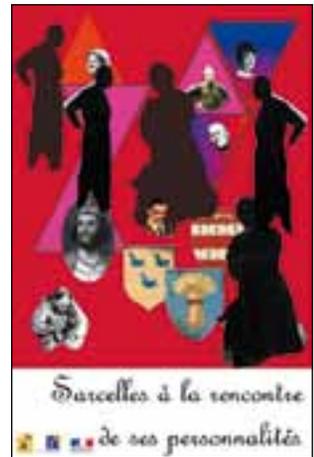
Au 20^e siècle, fleurissent à Sarcelles quelques beaux exemples de réussite industrielle, à l'instar de l'invention des poêles anti-adhésives, que l'on doit à l'ingénieur Marc Grégoire et dont la première usine de fabrication Téal s'installa à Sarcelles en 1956. Autre domaine, autre destin : celui de l'illustratrice et affichiste Béatrice Mallet, créatrice du personnage de Marinette pour la marque Petit Bateau, qui vécut dans le Val-d'Oise, à Montmorency et à Mériel, et mourut à Sarcelles en 1951...

La commune a brillé dans le monde de la culture. L'écrivaine d'origine polonaise Anna Langfus, dont la bibliothèque de la ville porte le nom, vécut par exemple à Sarcelles et obtint le prix Goncourt en 1962 pour son roman *Les bagages de sable*. En matière de musiques et de danses urbaines dans toutes leurs formes d'expression, Sarcelles est un vivier de talents. De Ministère A.M.E.R (Stomy Bugsy, Passi...) aux Yamakasi (Chau Belle et William Belle), « samouraïs des temps modernes » et créateurs de « l'art du déplacement », en passant par les Twins, les jumeaux Larry et Laurent Bourgeois, adeptes du new-style, une forme dérivée du hip-hop, les exemples ne manquent pas.

Les disciplines sportives n'ont pas manqué d'offrir de grands champions à la ville. Beaucoup de sportifs de haut niveau ont grandi ou vécu à Sarcelles : les footballeurs Philippe Christanval, Alain Couriol, Didier Domi, Stéphane Pounewatchy, Younoussé Sankharé, le basketteur Sacha Giffa, le handballeur Eddie Couriol, l'athlète Myriam Soumaré qui a partagé sa jeunesse entre Sarcelles et Villiers-le-Bel ... et bien d'autres encore....

Sophie Jobez

Du 15 décembre 2012 au 15 décembre 2013
Du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 17h
Maison du patrimoine, 1 rue des Piliers Sarcelles
01 34 19 59 28 sarcelles.sonhistoire@wanadoo.fr



Mel Bonis,
compositrice de musique.



Caporal Michel Defouloy,
acteur de la Libération en 1945.



Myriam Soumaré, athlète.

Patrimoine interactif



La vitrine Internet de l'association Arnouville et son Passé connaît un véritable succès. Fédérant une communauté de passionnés, ce site est devenu une référence en matière d'histoire locale et résout à l'occasion quelques énigmes historiques...

« Ce qui se passe aujourd'hui sera demain du passé ! ». Cette évidence a conduit l'association Arnouville et son Passé, fondée il y a plus de vingt ans, à collecter de nombreux documents et à les partager avec le public, sous formes d'expositions, de publications, d'animations dans les écoles ou de pièces de théâtres inspirées par l'histoire de la commune. En 2007, l'association s'empare des nouvelles technologies et crée une vitrine Internet pour mieux échanger avec les amoureux du patrimoine.

Très vite, les nombreuses informations mises en lignes, ainsi que le ton mordant, et souvent humoristique, de l'animatrice du site, Annette Vidal, fédèrent une communauté de « followers » issus des quatre coins de l'Hexagone. En témoigne la rubrique des « articles les plus lus », dont certains totalisent plusieurs milliers de vues ! « C'est le cas de l'article sur la ferme Lemoine, pédagogique bien avant l'heure, explique Annette Vidal. J'ai raconté son histoire sur le site, la vocation de cette famille d'agriculteurs que je connaissais bien, la présence sur place d'animaux délaissés adoptés comme un lama ou un zébu. Comme la ferme est située près de chez moi, on m'en demandait souvent le chemin, alors j'ai mis des indications sur le site, et aujourd'hui, chaque week-end, les gens viennent de Paris ! ».

Le site comprend des articles relatifs à la grande et la petite histoire de la ville, de ses bâtiments - les écoles, les équipements publics, les églises...-, de sa population, de ses personnages célèbres. Un répertoire des noms de rue permet de découvrir qui sont les personnalités locales ou nationales

faisant la toponymie d'Arnouville. Le château et son illustre propriétaire, Jean-Baptiste Machault, qui fit rebâtir l'ensemble du village au 18^e siècle, tiennent aussi une place de choix.

Interactif, le site reçoit beaucoup de commentaires, pour féliciter ses auteurs, apporter une précision ou poser des questions, auxquelles une réponse est toujours apportée : « On nous contacte pour tout, un certificat de baptême, rénover la fontaine et parfois cela donne lieu à de passionnantes enquêtes ! ». C'est ainsi qu'Arnouville et son Passé a par exemple concouru à retrouver des œuvres d'art disparues : « Un jour, un certain Rémy Saleur nous contacte via notre site. Il écrivait un ouvrage consacré au sculpteur Marc Hénard (1919-1993) et avait trouvé dans un article de presse de 1957 une interview de cet artiste évoquant une série de douze statues en bois de plus d'un mètre représentant les douze apôtres réalisées pour une église d'Arnouville ». Après un appel lancé sur le site, les recherches sont couronnées de succès, puisque près d'un demi-siècle après leur disparition, trois de ces statues (Saint-Thomas, Saint-Jacques et Saint-Mathieu) ont été retrouvées.

« Et l'histoire n'est jamais finie », conclut l'animatrice-enquêtrice passionnée, qui après avoir aidé un ancien élève de l'école du Château à retrouver ses camarades de classe, vient de recevoir un message concernant une curieuse brique datée sur la façade d'un immeuble d'Arnouville. D'où vient cette brique, que raconte-t-elle sur l'histoire de cet immeuble ? Vous le saurez peut-être en consultant le site ou en vous abonnant à la newsletter d'Arnouville et son Passé...

Sophie Jobez

<http://arnouvilleetsonpasse.fr>



Bureau de poste d'Arnouville, années 1920.



Voiture à lait de la ferme Lemoine, 1952.



Travaux dans les champs, années 1940.



Eglise Notre-Dame-de-la-Paix.

Conter l'histoire de la ville

En novembre 2011, la municipalité de Garges présentait *Si Garges m'était contée*, une exposition réalisée en partie grâce aux archives familiales des habitants de la ville. Dans le prolongement de cet événement, la création d'une association et la réalisation d'un livre sont en projet.

Garges a beaucoup changé au fil du temps. Avec la construction de lotissements, puis des grands ensembles, le petit village au bord du Croult s'est métamorphosé en une ville de près de 40 000 habitants. « Le livre de José Garcia que la municipalité avait publié en 2003 avait magnifiquement illustré notre passé. Nous souhaitons transposer l'idée et l'envie de cet auteur de faire connaître l'histoire de notre commune à une période plus récente, en offrant aux habitants de la ville et aux enfants des écoles une exposition accessible et pédagogique qui les entraîne des années 1950 aux premiers coups de pelle du projet de rénovation urbaine *Garges Demain*, débuté en 2005 », explique Maurice Lefèvre, maire de la commune. Son adjoint Pierre Galland, Gargeois depuis 1965 et férù d'histoire, a piloté la préparation de cette manifestation : « Notre objectif était que les plus anciens d'entre nous puissent se remémorer l'évolution de notre commune et que les nouveaux habitants s'identifient à son histoire. Nous avons travaillé avec l'aide de plusieurs personnalités gargeoises partageant notre passion pour l'histoire et nous avons invité les Gargeois à nous confier leurs archives personnelles ». Séduits par le projet, les habitants ont répondu à cette sollicitation, en transmettant à la municipalité des illustrations photographiques ou sonores.

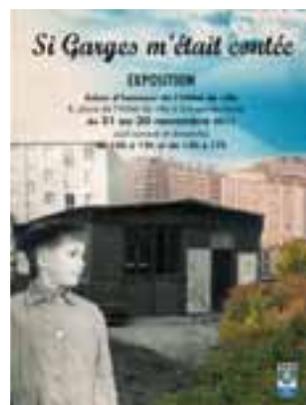
Si Garges m'était contée, présentée en novembre 2011 à l'Hôtel de Ville, a mis en lumière l'histoire de la commune et plus particulièrement son développement urbain amorcé dans les années 1950 : la construction massive

des grands ensembles, la naissance des différents nouveaux quartiers, la création des écoles et des centres sociaux, le développement des équipements, l'ouverture des secteurs de la jeunesse, de l'animation et du sport, ainsi que le vaste programme de rénovation urbaine. De grands panneaux thématiques et des bornes tactiles multimédias sur lesquelles étaient présentées des publications communales, des photographies de classe et des cartes postales, décrivaient ces bouleversements et ces grandes étapes charnières qui ont marqué l'histoire de la ville. Une table d'orientation composée de vues aériennes et panoramiques de la ville permettait d'observer Garges à 360 degrés. Pendant huit jours, plus d'un millier de visiteurs ont parcouru les 62 mètres linéaires de cette rétrospective.

Pour continuer cet important travail de collecte et de valorisation du passé, une association *Si Garges m'était contée* va être créée. En partenariat avec le service Archives et Documentation de la Ville, responsable de la collecte, elle travaillera à la réalisation d'une publication qui, à l'instar de l'exposition, rendra compte de l'histoire contemporaine de Garges. Mais ce n'est pas tout. La municipalité entend inscrire son action dans la continuité : « Aujourd'hui, nous aimerions trouver des locaux pour transformer *Si Garges m'était contée* en exposition permanente, voire créer un petit musée de l'histoire de notre ville. Pour que l'intérêt et l'enthousiasme que ce projet a suscités chez nos concitoyens ne s'arrêtent pas là... ».

Sophie Jobez

Si vous possédez des documents (photos, films, plans, témoignages), n'hésitez pas à contacter le Service Archives et Documentation de la Ville au 01 34 53 31 65.



Visite de l'exposition par une classe.



Aux Doucettes, 1972.



Dame Blanche Ouest, années 1960.



Rénovation urbaine à la Muette.

Les goûts voyageurs ou le goût des autres



Cueillette de poires à Sarcelles, aux Sablons, vers 1950.



Marché de Pointe-à-Pitre, 1976.



Méchoui dans l'Aisne, vers 1988.



Enfant de Villiers-le-Bel, 1990.

Le collectif Fusion mène actuellement à Villiers-le-Bel et à Sarcelles une exploration gustative du territoire. Goûts d'ailleurs et goûts d'hier : les saveurs migrent avec les hommes et sont inscrites dans nos souvenirs personnels comme dans notre mémoire collective.

La connaissance des identités et la valorisation des métissages culturels sont au cœur de l'action que le collectif Fusion conduit sur le territoire de Val de France depuis plus de vingt ans. Soucieuse de travailler sur des sujets fédérateurs et accessibles à tous, l'association s'est intéressée au thème des saveurs. « Le goût est un instrument de l'identité culturelle et un élément de l'histoire sociale. De façon ludique, nous pouvons montrer que les identités se construisent aussi dans l'échange et qu'elles se transforment avec le temps », explique Dominique Renaux, à l'origine de ce nouveau projet.

L'histoire du goût, des aliments et de l'alimentation raconte, bien entendu, les migrations humaines, mais elle montre également que la dimension hybride et pluriculturelle des sociétés est antérieure à la récente mondialisation. Ainsi la pomme de terre a voyagé de l'Amérique du Sud, où elle est née, jusqu'à l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre et il fallut les efforts d'Antoine Parmentier, qui l'avait goûtée lors de sa captivité en Prusse et en fit la promotion en France, pour qu'elle y devienne le « pain des pauvres », selon les termes du roi Louis XVI. Aujourd'hui, elle est consommée dans de nombreux pays et sous d'innombrables formes, gnocchi, knoedels, papas arragudas..., sans oublier les frites, symboles de la cuisine internationale. Autant de plats dont la saveur est liée à des repas, des lieux, des relations : « Nous voulons tisser un lien entre les goûts de l'ailleurs et ceux de l'avant. Rendre compte des attachements particuliers aux goûts de là-bas comme à ceux d'hier, restituer les efforts pour recréer ces saveurs dans le déplacement, interroger leur forte

présence dans le souvenir ». Mené en partenariat avec les collègues Evariste Galois, Jean Lurçat et Chanteraine de Sarcelles, les maisons de quartier de Sarcelles et de Villiers-le-Bel, le projet *Les goûts voyageurs ou le goût des autres* a démarré à la rentrée scolaire et donnera lieu, tout au long de l'année, à une série d'événements.

Le collectif a commencé par organiser des entretiens avec des habitants, afin que ceux-ci puissent évoquer des souvenirs de saveurs, de préparations et de recettes, en liaison avec la cellule familiale, le lieu d'origine ou encore le passé individuel de chacun. Il est également question au cours de ces entretiens des modalités de transmission des savoir-faire culinaires, en relation avec le statut de la femme, de l'épouse et de la mère. Parallèlement, l'association a initié une collecte de photographies familiales autour de l'alimentation. Les thèmes en sont très riches : modes de préparation de la cuisine (cuisine, barbecue...), de consommation des aliments (repas, pique-nique, anniversaires, fêtes, restaurants...), de production (jardin, chasse, pêche, cueillette...) et d'achat (marché, commerces...).

Tous ces documents feront l'objet d'une exposition organisée autour de quelques aliments essentiels (sucre, pomme de terre, riz, tomate, pâtes, banane...) et de préparations souvent consommées (pizza, hamburger, glace, soda...). Un catalogue sera également publié. Des animations sur les thèmes des aliments et des recettes voyageurs et du sucré et du salé se dérouleront dans les établissements scolaires. Cette savoureuse programmation s'achèvera au printemps prochain, par un grand banquet convivial, comme il se doit...

Sophie Jobez

www.fusion.asso.fr

Sur les traces de la mémoire du travail

Mémoire des lieux de travail en Val de France revisite deux siècles d'activité économique sur notre territoire en quarante sites emblématiques. Un ouvrage pour parcourir autrement le territoire et son histoire, proposé par la Mission Mémoires et Identités en Val de France (MMIV).

Le numéro 9 de *Patrimoine en Val de France* avait déjà abordé la question du travail. Le vice-président à la Culture de Val de France, Maurice Bonnard, a souhaité que ce chantier de recherche et de valorisation de l'histoire économique soit poursuivi : « Le développement économique de notre territoire est un enjeu majeur. A l'heure des grands projets de développement, il est important de mieux connaître l'histoire du tissu économique ». La diversité des activités étant une spécificité locale, hier comme aujourd'hui, le parti pris a été de sélectionner quarante sites dans les villes composant Val de France et de reconstituer leur histoire, en s'attachant à mettre au jour le travail des hommes et des femmes qui y ont œuvré.

Dans ce nouvel ouvrage, on retrouve, par exemple, des métiers aujourd'hui oubliés : trieuse de plumes, maîtresse de pensions, demoiselle de boutique ou encore maréchal-ferrant, marchand de charbons, jardinier... La publication dépeint également l'histoire de quelques usines de renommée internationale : l'usine Téfal, le fabricant de gants Mapa ou Gilson, premier producteur au monde de pipettes réglables pour les laboratoires de recherches. Elle évoque aussi la naissance récente de petites entreprises de pointe, comme Dyna Shock System, réalisant des amortisseurs pour de grands noms de l'industrie... Elle nous permet encore d'assister à l'implantation du premier hypermarché Cora à Garges en 1969, de suivre l'évolution de l'activité du moulin d'Arnouville, de découvrir les ateliers de fabrication des décors de la Comédie Française à Sarcelles, d'entrer dans les hangars de la dernière exploi-

tation fruitière de Villiers-le-Bel...

« On peut lire ce livre tranquillement dans son salon, ou bien s'en servir comme d'un guide pour se promener, et finalement regarder autrement certains lieux situés à côté de chez nous, devant lesquels on passe sans connaître leur passionnante histoire ou même leur activité actuelle », explique Catherine Roth, historienne de la MMIV. Au fil de cette balade, on mesure combien le travail était jadis intégré à la vie quotidienne, avant que la création des zones industrielles ne le place à l'écart des espaces résidentiels. Les habitations côtoyaient les fabriques et les fermes. Nombre d'ouvriers, d'artisans et d'employés vivaient même chez leur patron ! Dans les lotissements pavillonnaires, les petits ateliers en fond de jardin étaient légion.

Mémoire des lieux de travail en Val de France est paru en mars dernier, dans le cadre du Festival des Métiers de l'Art et de l'Artisanat organisé par Val de France, qui proposait un salon des métiers au Champ de Foire de Sarcelles et des projections de films dans divers lieux du territoire. A cette occasion, le Mémobus – un autobus dans lequel étaient projetées des photographies d'archives – a emmené les habitants à la découverte de quelques-uns des lieux de travail racontés dans l'ouvrage. La MMIV a aussi présenté à la maison de quartier Boris Vian de Villiers-le-Bel une exposition de photographies, *Artisans d'hier en Val de France*. Celle-ci fera l'objet d'une programmation itinérante afin de montrer au plus grand nombre ces portraits de professionnels du début du 20^e siècle, maçons, matelasiers, couturières, blanchisseuses....

Sophie Jobez

Publication diffusée gratuitement dans les limites du stock disponible, à demander auprès du service Culture et Sports de Val de France 01 34 04 20 32 ou www.agglo-valdefrance.fr



Café-épicerie Ratier à Garges, vers 1910.



Récolte de choux-fleurs à Sarcelles, années 1950.



Entreprise Bonnevie d'Arnouville, années 1950.

En bref

Histoire en poésie

Arborescences a été présenté en mai dernier par les élèves du groupe scolaire Jean Jaurès de Garges, à l'espace Lino Ventura. Sous la direction artistique de l'association Double Face de



Virginie Loisel, cette exploration poétique de l'histoire de Garges était entièrement conçue et jouée par les enfants. Au fil d'une performance mêlant chant, théâtre, poésie et vidéo, on pouvait entendre les souvenirs des anciens et voir se dessiner les ramifications d'une histoire commune. Un projet plein d'émotion, initié par Patrick Peccorella, chef d'établissement, avec le concours des enseignants (dont Karell Sutter du conservatoire de Garges) et des élèves des ateliers vidéo de l'école municipale d'arts plastiques et théâtre du collège Henri Wallon.

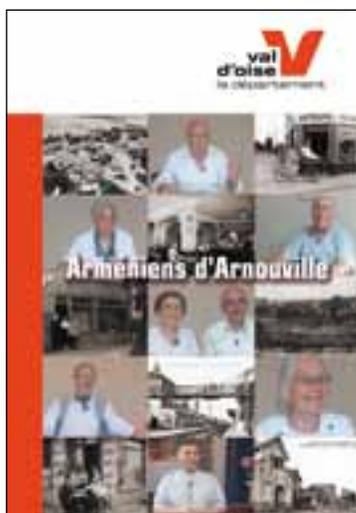
Eglises labellisées

Le label *Patrimoine du 20^e siècle* permet d'inventorier et de valoriser des réalisations architecturales majeures du dernier siècle. Après avoir été décerné au Grand Ensemble de Sarcelles en 2010, il a été attribué par le Ministère de la Culture en 2012 à deux églises de notre territoire : Sainte-Geneviève, à Garges (1959), et Notre-Dame-de-la-Paix, à Arnouville (1966). La première est originale à plus d'un titre : usage de briques rouges, éclairage de la nef par un seul côté, composition murale noire et blanche... La seconde, née de la volonté du Père Havard,

ancien prisonnier de guerre en Allemagne, de célébrer la paix retrouvée, a des formes audacieuses et une grande verrière réalisée par le maître verrier Gabriel Loire. Les 75 édifices religieux franciliens labellisés cette année feront prochainement l'objet d'une publication.

Mémoire d'Arméniens

Un album photographique de 1938 a été retrouvé dans le grenier de l'église Saint-Grégoire l'Illuminateur d'Arnouville et présenté lors d'une exposition organisée par la paroisse arménienne catholique en 2010. Cet ensemble de portraits de paroissiens, adultes et enfants, avait été constitué par le père Iskender, premier prêtre de l'église. L'Atelier de restitution du patrimoine et de l'ethnologie (ARPE) du Conseil Général du Val d'Oise a eu l'idée de retrouver, puis de filmer certaines de ces personnes photographiées, racontant l'arrivée des Arméniens en France, leur installation à Arnouville, le travail dans la confection ou la chaussure, la naissance d'une « petite Arménie ». Le film *Arméniens d'Arnouville* sera bientôt présenté à Arnouville. Il peut être consulté sur Internet, avec un dossier documentaire. www.valdoise.fr



Mobilier et objets d'arts

On se doutait que le château d'Arnouville avait été richement meublé et décoré lorsqu'il était habité par les Machault. La recherche de Vincent Pruchnicki, diplômé de l'École du Louvre et attaché de conservation à la Ville de Gonesse, permet de connaître désormais tous les détails de son aménagement. Les nombreuses illustrations du livre que publie ce spécialiste de l'histoire de l'art montrent les éléments subsistant à Arnouville, ainsi que ceux conservés dans les plus grands musées du monde ou dans des collections particulières : châteaux de Toiry et de Versailles, musée du Louvre, Metropolitan Museum de New York, demeures des Rothschild, etc. *Arnouville, le château des Machault au XVIII^e siècle* paraîtra aux éditions Le Livre d'Art en janvier 2013.

Portraits d'habitants

Damien Roudeau est un « reporter graphique », croquant les gens et les territoires pour les saisir sur le vif. Pendant plusieurs semaines, il est allé à la rencontre des habitants de la Cerisaie, à Villiers-le-Bel, et a dessiné leur portrait. Il les a ensuite photographiés, croquis à la main, dans leur environnement quotidien. Enfants, adolescents, adultes, ce sont une centaine de personnes qui se sont prêtées au jeu. Une exposition organisée le printemps dernier à la maison de quartier Allende, et reprise lors des Journées du Patrimoine, a permis de présenter au public cette galerie de portraits étonnante et touchante. Une façon originale de collecter la mémoire de ce quartier, avant sa transformation par le projet de rénovation urbaine en cours, à l'initiative de la municipalité de Villiers-le-Bel.

Semaine berbère

En avril dernier, la bibliothèque intercommunale Aimé Césaire de Villiers-le-Bel créait l'événement en organisant une grande semaine berbère. Au programme : une exposition présentant les œuvres de Kerkaden Zitoun, illustrateur de contes traditionnels et portraitiste de talent, un spectacle de Kamel Zouaoui, *Les pas sages d'un fou, ou quelques aventures de Sha'h, Joha, Nasredine Hodja*, revisitant avec humour le conte traditionnel, une soirée musicale, ainsi que des rencontres littéraires,



auxquelles ont participé les écrivains Fatima Cherfa, Youcef Alliouï, Farid Goudjil et Romuald Olb Aid Fetta. Menée en partenariat avec la Ville, la maison de quartier Salvador Allende, les centres de loisirs, des associations locales, la Coordination des Berbères de France et Berbère Télévision, cette manifestation a suscité intérêt et émotion du public.

Visite intergénérationnelle

Dans le cadre des Journées de l'Intergénération, le service Intergénération de la ville de Sarcelles a organisé un parcours-découverte historique du Vieux Sarcelles en juin dernier. Menée en partenariat avec la Maison du patrimoine et l'association *Sarcelles et son histoire*, la visite a réuni des

membres du Conseil des Retraités Citoyens et des enfants du centre de loisirs Rosiers-Chantepie. Au fil des étapes, elle a permis à chacun de parfaire sa connaissance du berceau historique de la ville. La journée s'est achevée par un goûter convivial, dans les jardins de la Maison du patrimoine. L'expérience a été si riche que le service Intergénération de Sarcelles entend la renouveler, en partant à la découverte du Grand Ensemble, avec des seniors et des jeunes du quartier Pasteur.

Photoc 2012

La 4^{ème} édition du Festival International de la Photographie Sociale s'est tenue à Sarcelles en septembre dernier, permettant de découvrir des artistes de nombreux pays et de s'interroger sur le quotidien des banlieues. Fidèle à sa tradition d'implication des Sarcellois, et plus largement, des habitants de Val de France, la manifestation a aussi été un rendez-vous populaire, largement ouvert aux amateurs et aux curieux. Trois photographes, dont Xavier Zimbaro, directeur artistique et fondateur du Festival, ont partagé leur savoir-faire au travers d'ateliers organisés l'été dernier. Un concours photo a été proposé sur le thème *De la couleur et du bonheur dans la cité*. Les réalisations des ateliers et les photographies du concours ont été exposées pendant le Festival.



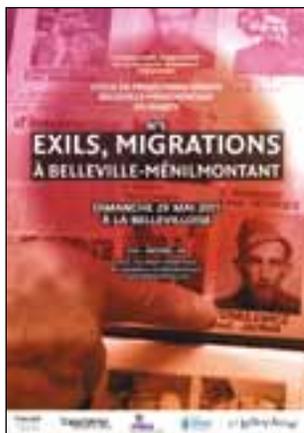
Orgue en dehors

L'orgue de l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Sarcelles, datant de 1889, a retrouvé sa splendeur depuis sa rénovation en 2008-2009. Plusieurs concerts programmés par le conservatoire de Sarcelles ont déjà permis de l'entendre, mais lors des dernières journées du Patrimoine, il a retenti de façon spectaculaire sur le parvis de l'église. Le son de l'instrument historique a été capté, transformé par des moyens électro-acoustiques et diffusé par un orchestre de haut-parleurs. Cette rencontre peu conventionnelle entre patrimoine et modernité avait été imaginée par le groupe Les Phonogénistes, composé de Laurence Bouckaert, Pierre Couprie et Francis Larvor – enseignant au conservatoire de Sarcelles –, accompagnés de Jean-Marc Chouvel, à l'orgue, et Jacques Stibler, à la mise en espace sonore.

Nouvelles ressources

Grâce au nouveau site Internet de Val de France, les amateurs d'histoire et de patrimoine pourront retrouver toutes les réalisations de la Mission Mémoires et Identités en Val de France. On pourra y télécharger tous les numéros de la revue *Patrimoine en Val de France* et les ouvrages de la collection Publications du Patrimoine en Val de France, y compris ceux qui sont épuisés. On y trouvera aussi les expositions réalisées avec des écoles primaires, telles l'histoire de la gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville ou la mémoire du chantier du grand ensemble de Sarcelles. Une rubrique permettra de se tenir informé tout au long de l'année sur l'actualité patrimoniale dans les quatre villes de Val de France. Autre nouveauté : un atlas historique, grâce auquel on pourra découvrir la mémoire des lieux qui nous entourent, et qui sera régulièrement enrichi.

L'invité : Trajectoires



C'est une association très active, née à Belleville-Ménilmontant il y a bientôt quinze ans. Au fil de ses actions pour la mémoire et la culture, elle a tissé des liens avec de nombreux partenaires et participé à la création d'un réseau. Rencontre avec Mohammed Ouaddane, coordinateur des projets de l'association.

Patrimoine en Val-de-France : quand l'association Trajectoires a-t-elle été créée et dans quel objectif ?

Mohammed Ouaddane : Trajectoires est née en 1998, dans le quartier de Belleville-Ménilmontant, au nord-est de Paris, où nous avons tout d'abord concentré nos actions avant de les élargir à d'autres territoires. Elle a été créée à l'initiative de Marie Poinso, politologue, de Pierre-Jacques Derainne, historien, et de moi-même, socio-anthropologue. Notre vocation est la sauvegarde et la transmission de la mémoire, et notre démarche est pluridisciplinaire : autour de la recherche en histoire ou en sociologie, nous menons des actions de médiation culturelle, sociale et pédagogique en direction de tous les publics, en lien avec des artistes et des acteurs locaux d'horizons variés, et avec tout citoyen que ces questions intéressent. Nous assurons également des actions de formation à destination de porteurs de projets, issus de différents secteurs professionnels.

PVDF : quels sont les thèmes sur lesquels vous travaillez ?

M.O. : Nous travaillons sur la mémoire et l'histoire sociale des migrations, du monde du travail et des questions urbaines, axes thématiques indissociables. Sur ces sujets, nous organisons des rencontres, des projections-débats, des ateliers pédagogiques, des expositions, des spectacles, des parcours-découvertes comme Planète Belleville... Par exemple, les différentes éditions du cycle *Belleville-Ménilmontant en images* ont exploré, au travers de films, l'histoire et la mémoire

du quartier sous des angles thématiques et historiques (*La Commune de Paris, Exils, Migrations à Belleville-Ménilmontant, Belleville en chantant, Le roman de Belleville...*). Dans cette série, nous avons aussi jeté des passerelles entre ces quartiers et ceux d'autres grandes métropoles (*Paris-Rome, Paris-Berlin*). Toutes ces actions se déroulent dans des lieux emblématiques du quartier : la Maroquinerie, le Studio de l'Ermitage, la Maison des Métallos, la Bellevilloise, le Centre social des Amandiers...

PVDF : l'association conduit-elle des projets sur d'autres territoires ?

M.O. : Nous sommes partenaires de collectivités locales en Ile-de-France et au niveau national sur nombre de projets et d'études. En 2007-2008, Trajectoires a par exemple mené pour le Ministère de la Culture (Mission Ethnologie) une recherche sur la question du patrimoine de l'immigration en Ile-de-France. Nous avons participé aux ateliers d'histoire associative menés à Garges par la Mission Mémoires et Identités en Val de France.

Les nombreuses relations que nous avons tissées au fil du temps nous ont permis de prendre une part active dans la création en mars 2010 du Réseau Mémoires-Histoires d'Ile-de-France, soutenu par l'ACSE, la DAIC et la Région Ile-de-France. Nous avons participé à l'organisation de la première biennale de ce réseau, *Le printemps de la mémoire*, qui a proposé une série d'événements (expositions, spectacles, projections, rencontres, débats...) aux quatre coins de l'Ile-de-France. La prochaine édition aura lieu en mai 2013. Le développement de ce réseau est décisif pour la promotion des initiatives associatives et citoyennes qui mènent des projets de mémoire et d'histoire dans les quartiers populaires en Ile-de-France et dans d'autres régions en France.

(propos recueillis par Sophie Jobez)

www.trajectoires-memoires.com



Parcours-découverte sur les traces de l'industrie.



Visite d'une imprimerie.

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

Revue Patrimoine en Val de France



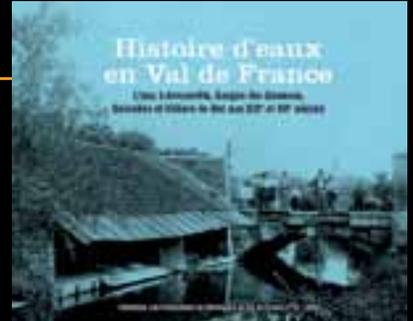
La revue *Patrimoine en Val de France* est diffusée gratuitement, comme tous les ouvrages de la collection «Publication du patrimoine en Val de France», dans la limite des stocks disponibles. Les publications sont à demander à la Communauté d'agglomération Val de France (service Culture et Sports), par courrier (Communauté d'agglomération, 1, Bd Carnot 95400 Villiers-le-Bel), sur Internet (www.agglo-valdefrance.fr) ou par téléphone (01 34 04 20 32).

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

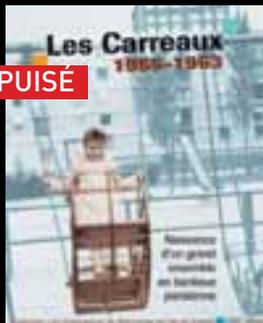
ÉPUIsé



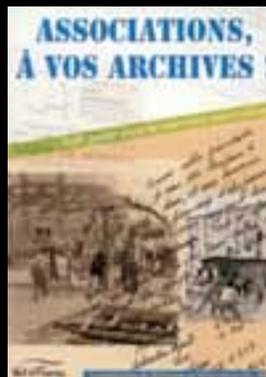
Collection
«Les publications
du Patrimoine en Val
de France»



ÉPUIsé



ÉPUIsé



Sur Internet



Guide des sources pour l'étude des grands ensembles. Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel, 1950-1980.



Répertoire localisé des références bibliographiques sur les villes de Val de France.



Catalogue de ressources documentaires sur le Grand Ensemble de Sarcelles 1954-1976.



Répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, Identités et Patrimoine dans les communes de Val de France.